Philippe BOURRINET

ANTE CILIGA

[Антэ Цилига]

1898-1992

Nationalisme et communisme en Yougoslavie

© Philippe Bourrinet, 1998-2013

Publication du présent article

– en castillan, revue : *Generació*, n° 5, 1993 (C/Muntaner, 415, 4º-2ª, 08021 Barcelona).

– en allemand, revue : *Archiv für die Geschichte des Widerstandes und der Arbeit*, n° 13, septembre 1994; Bochum.

– en italien, dans le livre : *Ante Ciliga 1898-1992. Nazionalismo e comunismo in Jugoslavia*, Graphos Storia, Genova, 1996.

– en anglais, site libcom : *An ambiguous journey: Ante Ciliga (1898-1992)*, « libcom.org, », 2012.

NOTA BENE. – **L'auteur a eu écho récemment (2013) que de grossiers plagiats de cette biographie pouvaient circuler dans certains ex-«pays de l'Est» (par exemple en Hongrie)≠, afin de transformer une analyse clairement « mondialiste » en son exact contraire : le nationalisme, dont les damnés de la terre yougoslave ont été les victimes lors des guerres de sécession initiées en juin 1993.**

≠Konok (Péter), „a Kommunizmus gyermegbetegsége", *Baloldali radikalizmusok a 20 században* („Le communisme, une maladie infantile? Le gauchisme au XXe siècle"), Budapest, Napvilág kadó, 2006. Ce brillant universitaire a oublié malheureusement d'en faire une traduction en latin… En effet, selon un proverbe espagnol, «*Un sot, quand il sait le latin, n'est jamais tout à fait un sot*.». Mais finalement : *Stultorum infinitus est numerus* : le nombre des adeptes de la bêtise est infini, remarque judicieusement le bachelier Carrasco dans *El Quijote* de Cervantes.

« История еще раз доказала правоту этой фразы из старого революционного гимна:

Никто не даст нам избавления

Ни Бог, ни царь и ни герой

правоту формулы рабочего движения: «Освобождение трудящихся – дело самих трудящихся».

[Цилига: *Десять лет в стране великой лжи,* 1938, глава "Ленин также"]

UN ITINERAIRE AMBIGU : ANTE CILIGA (1898-1992)*

C'est avec une extrême discrétion qu'a été signalée dans la presse française (*Le Monde* du 28 octobre 1992), en quelques maigres lignes, le décès d'Ante Ciliga, à Zagreb (Croatie), sans précision aucune sur la date de la disparition (21 octobre) de celui qui est présenté comme un «ancien dirigeant du Parti communiste yougoslave » ayant connu les camps staliniens et ceux des oustachi croates. Mais c'est avec un certain éclat qu'a été célébré en février 1998 en Croatie le centenaire de la naissance de Ciliga, présenté comme un «patriote», «digne enfant du pays», lui qui fut reçu personnellement en 1990 par le général-président Tudjman (*Croatia Weekly*, Zagreb, 26 mars 1998).

Ante Ciliga [Антэ Цилига] – prononcer «Tsiliga » – est devenu la figure emblématique de l'opposition au stalinisme et au « système bolchevik » du

* http://libcom.org/library/ambiguous-journey-ante-ciliga-1898-1992-philippe-bourrinet . – L'auteur salue le travail de George Gordon et Neil Matthews tant pour la traduction du français à l'anglais que pour la translittération du russe et du serbo-croate. Il ne se sent point concerné par la dénomination de «French academic», ce qu'il n'a jamais été ou prétendu être.

capitalisme d'État mis en place par Lénine, Trotsky et Staline, par un livre-témoignage, son livre majeur, *Au pays du grand mensonge*[1]. Dans ce livre publié en français, en 1938, republié, traduit en plusieurs langues semble s'être incarné Ciliga; au point de faire oublier l'itinéraire tourmenté, finalement ambigu, de toute une vie politique qui ne s'est pas arrêtée aux années trente.

Pour des générations de militants issus de l'opposition au stalinisme, et aussi pour les historiens du mouvement ouvrier, le nom de Ciliga évoque la lutte irréductible d'une opposition marxiste de gauche au stalinisme, dès les années trente, à l'époque où les quelques voix qui s'élevaient dans le milieu ouvrier et intellectuel fidèle aux principes du socialisme humaniste de Marx étaient couvertes par les campagnes staliniennes et «démocratiques» vantant les prodigieux résultats du «socialisme dans un seul pays». Des «compagnons de route» cherchaient à démontrer les vertus de la Russie « socialiste »; pire des écrivains comme Aragon prostituaient leur talent et chantaient la terreur stalinienne dans des «poèmes», dont les rimes dégoulinaient du sang des victimes[2]. Bien avant qu'à l'occasion de la Guerre froide, on ne « découvre » la réalité de l'URSS, par le témoignage de Khravchenko et d'autres, et qu'ensuite, avec l'usure historique du stalinisme, les «compagnons de route » se changent en adversaires virulents du « communisme », une voix s'était fait entendre qui, à la gauche du stalinisme et du trotskysme, dénonçait le système de capitalisme d'État mis en place par Lénine et Trotsky, et parachevé par Staline et son régime.

Rappeler ce contexte historique ne doit pas cependant dispenser de donner une véritable biographie de Ciliga. Car l'itinéraire de Ciliga est loin de se résumer à son livre. Il est traversé d'hésitations et d'ambiguïtés, riches d'enseignements pour qui étudie les rapports entre engagement «internationaliste» et vieux réflexes «nationalitaires », chez des figures connues du communisme. À sa façon «communiste de gauche» entre 1931 et 1935, classé à gauche du trotskysme et proche de l'anarchisme, Ciliga symbolise toutes les hésitations de militants d'Europe centrale et orientale qui devinrent révolutionnaires au lendemain de la Première Guerre mondiale, tout en se cherchant – consciemment ou

---

[1] *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, éditions Champ libre, Paris, 1977. Le titre «Au Pays du grand mensonge» était celui des éditions 10/18, paru la même année. *Le Monde* du 14 octobre 1977 (p. 16) précisait que la réédition en 10/18 avait été saisie à la demande de Ciliga. Il y eut une traduction anglaise : *The Russian Enigma*, London, Routledge, 1940. En italien *: Dieci anni dietro il sipario di ferro. 1 – Al paese della menzogna dell'enigma. 2 – Sibiria*, Casini, Roma, 1951. En castillan, Buenos Aires, 1951; allemand : *Im Land der verwirrenden Lüge. Zehn Jahre hinter dem Eisernen Vorhang*, Köln, 1953; en japonais, Tokyo, 1953. Et, finalement en croate, *U zemlji velike laži*, Zagreb, Naklada Ceres, 2007. Une réédition en italien a été assurée récemment par Paolo Sensini – *Nel paese della grande menzogna. URSS 1926-1935,* Jaca Book, Milano, oct. 2007 – précédée d'une longue introduction de sa main. [P. Sensini a assuré aussi la première édition intégrale de l'ouvrage de Bruno Rizzi : *La burocratizzazione del mondo*, Edizioni Colibrì, Milano, 2002.] Réédition en allemand aussi : Die Buchmacherei, Berlin 2010.

[2] *«J'appelle la Terreur du fond de mes poumons /… Je chante le Guépéou qui se forme/en France à l'heure qu'il est/Je chante le Guépéou nécessaire de France* » (Aragon, «Prélude au temps des cerises», in *Persécuté-Persécuteur*, Denoël, Paris, 1931).

inconsciemment – une identité nationale. À ce titre l'itinéraire de Ciliga soulève bien des interrogations sur l'engagement «communiste» dans les Balkans.

I. – Du nationalisme croate à la Révolution mondiale.

Outre les éléments autobiographiques fournis par Ciliga lui-même, mais en croate[3], nous disposons d'une autobiographie en français (1983)[4]. Celle-ci – bien entendu – doit être « corrigée » en fonction des faits et archives dont nous disposons.

Ciliga est né le 20 février 1898 à Šegotići (Chegotitchi) [italien : *Segotti*] dans un petit village d'Istrie, province de l'Empire austro-hongrois, où se mélangeaient populations italiennes, croates et autrichiennes. Les aléas de l'histoire firent que Ciliga, croate de langue et de culture, fut successivement citoyen autrichien jusqu'en 1919, puis citoyen italien jusqu'en 1945.

Issu d'une famille de paysans croates, son grand-père fit partager au jeune garçon « l'intérêt qu'il portait à la culture croate et aux luttes d'émancipation nationale dirigées contre la bourgeoisie citadine italienne et l'administration germano-autrichienne ».

Après avoir été berger familial jusqu'à l'âge de 7 ans, Ciliga fut pris en charge par son oncle vétérinaire à Mostar (Bosnie-Herzégovine) pour y entamer des études primaires, puis au lycée jusqu'en 1914. En 1912, lors des guerres balkaniques, se définissant comme « Croate de tendance yougoslave », il commença à participer à des manifestations de rue contre le régime impérial et royal austro-hongrois, qui – rappelons-le – dominait la Slovénie, la Croatie, ainsi que la Bosnie-Herzégovine depuis 1878.

Ciliga s'intéressait à la littérature française, mais aussi à la « Grande Révolution » trouvant ses héros chez Rousseau, Voltaire, Diderot, Robespierre et Marat. Se sentant «slave et français à la fois» Ciliga se découvrait alors plusieurs patries : « La Croatie, la Yougoslavie, la Russie et le monde slave en général étant ma première patrie, la France devint ma deuxième. »[5].

Jusqu'à la guerre le jeune Ciliga fit de l'agitation anti-autrichienne au lycée, ce qui lui valut le renvoi, mesure qui ne fut reportée que grâce à l'intervention d'un député

[3] A. CILIGA, *Sam kroz Evropu u ratu* («Seul à travers l'Europe en guerre»), Paris, 1954, p. 157. Édition intégrale : *Sam kroz Evropu u ratu (1939-1945),* éditions «Na pragu sutrašnjice», 586 pages, Rome, 1978.

[4] Cette autobiographie de 21 pages, en date du 25 mai 1983, intitulée simplement «Ante Ciliga», sans mention de lieu et d'éditeur, nous a été aimablement fournie par Arfé (Arthur) Marchadier. Celui-ci, sous le nom de plume d'Arthur Zweifel (=Doute), en a assuré en 1994 une publication dans le recueil de textes : Ante CILIGA, *Après la Russie 1936-1990*, «La Digitale», Quimperlé. Elle repose beaucoup – parfois la complète – sur l'interview faite par Minima et Pier Paolo Poggio, pour la revue italienne *L'Umana Avventura*, en trois parties, en janvier et mai 1979, puis en janvier 1980. Arturo Peregalli (1948-2001), historien trop tôt disparu, nous en avait généreusement donné copie. En novembre 1992, *Vejernji list* (Zagreb) a publié une série d'articles sur la vie et l'œuvre de Ciliga.

[5] « Ante Ciliga », cité plus haut, p. 2.

bosniaque. Mais après l'attentat de Sarajevo, il fut expulsé de toutes les écoles de Bosnie, et dut retourner en Istrie. À nouveau, il fut exclu du lycée « pour avoir lu et fait lire à d'autres élèves *La Vie de Jésus* de Renan ... Ce qui était fort dangereux en pays catholique.

1914 fit de lui un éternel nomade. La guerre avec l'Italie entraîna son évacuation en Moravie, où il termina ses études au lycée de Brno/Brünn, en langue tchèque! Mais dans ce « Manchester autrichien », où se posait avec acuité la question ouvrière, il en vint « à considérer comme logique et probable la fin du capitalisme et l'avènement du socialisme ». Il s'agissait d'un socialisme radical, non nationaliste : *«... mon ralliement au socialisme s'orienta dès le départ vers un socialisme internationaliste en opposition déclarée à l'égoïsme national qui prévalait dans les partis socialistes européens engagés dans la guerre.*» En particulier, il comprit que l'ultra-nationalisme tchèque, comme partout ailleurs, n'était qu'un paravent réactionnaire de la bourgeoisie tchèque, qui ne se gênait guère d'opprimer ses nationaux, paysans et ouvriers.

II. – De la Révolution russe au communisme (1917-1926)

Lorsqu'éclate la Révolution de février 1917, Ciliga faisait son service militaire dans l'armée austro-hongroise. Dès ce moment le jeune homme, âgé de 19 ans, se sent fasciné par ceux qui veulent labourer la « terre russe en profondeur », les bolcheviks : « *La position des bolcheviks – contre la guerre impérialiste et pour la paix universelle – sans annexions ni réparations – s'était acquise ma sympathie* ». Mais, selon lui, le « coup de force du 7 novembre » le laissa rempli de doutes. La paix de Brest-Litovsk, en janvier 1918, le troubla dans sa «conscience» nationale, de «Slave autrichien» : « *...je me dis : Lénine n'est-il pas passé de l'opposition à la guerre impérialiste à la paix avec l'impérialisme allemand et autrichien, en nous laissant, nous, Slaves autrichiens, sous le joug des Allemands et des Hongrois ?* »[6].

Tout en menant ses études universitaires, Ciliga adhère au Parti socialiste croate au moment même où se forme la Yougoslavie. Celle-ci ne suscite guère son enthousiasme, car placée « sous le signe de l'État bourgeois », et dominée par le peuple serbe que Ciliga, en bon patriote croate, considérait comme « prenant d'une certaine manière la place des vieux oppresseurs autrichiens et hongrois ».

Mais, malgré cette forte « fibre croate », Ciliga va devenir très vite un internationaliste radical, courant de pays en pays à la poursuite de la Révolution ouvrière.

Lorsqu'au début de 1919 (26-27 janvier) se réunit à Zagreb la conférence – et non le congrès comme il l'écrit – du Parti socialiste croate, Ciliga est l'orateur le plus

[6] Idem, p. 3-6, pour la période de 1917 et le bolchevisme. Ces points ne sont pas développés dans l'interview en italien de 1979.

radical, et forme immédiatement une fraction autonome de gauche, fraction à partir de laquelle se crée la section croate du Parti yougoslave en 1920. Mais du 20 au 23 avril 1919, à Belgrade la minorité de gauche du parti croate, les partis social-démocrates de Bosnie et Serbie s'étaient unifiés en un Parti socialiste ouvrier yougoslave (communiste), qui avait postulé son adhésion au Komintern[7].

Dès cette époque, Ciliga – mais est-ce l'effet du recul, plus de 60 ans après ? – était convaincu que l'État yougoslave allait éclater : « *Dès février-mars 1919, j'en étais arrivé à la conclusion que le premier État yougoslave allait s'effondrer par manque de compréhension entre les Serbes et les Croates, bien que cet État commun eût été objectivement dans l'intérêt des uns comme des autres.* » Il pensait alors que la résolution de ces contrastes nationaux passerait par la formation d'un parti communiste internationaliste.

Se situant dans la fraction de gauche radicale, Ciliga fut vite l'objet de l'attention de la police; et il dut quitter la Croatie. Pensant continuer ses études universitaires en France, le goût de l'aventure et de l'action le mena en Hongrie en pleine révolution (printemps 1919). Il s'engagea aussitôt dans un détachement de volontaires yougoslaves. Mais il fut vite déçu par le manque de radicalité de la Hongrie de Bela Kun dans la question agraire, par son « *respect jusqu'à l'automne de la grande propriété terrienne* »[8]. Ainsi, une « *révolution qui ne touche pas à la grande propriété durant les six premiers mois n'est pas une vraie révolution; elle est condamnée à périr.* » Cette indécision où il voyait l'influence modératrice de la social-démocratie hongroise le décida à s'engager plus avant dans le camp communiste. Il repassa en mai 1919 en Yougoslavie, peu de temps avant l'écrasement de la Révolution des conseils par les armées française et roumaine. Il est alors chargé d'un travail clandestin d'organisation en Slovénie, déguisé en colporteur de la presse ouvrière. Il est chef de l'organisation de Ljubljana/Laibach, sous le pseudonyme de Rogić [9].

Depuis 1919, le démembrement de l'Autriche-Hongrie avait fait de Ciliga, né en Istrie, un citoyen italien. Il en profita pour participer à l'organisation du parti socialiste italien maximaliste en Istrie à l'été 1920, en pleine agitation révolutionnaire en Italie.

Mais, comme il l'écrit lui-même, il fit la même expérience d'indécision «maximaliste», qu'il avait observée en Hongrie chez les socialistes et les

---

[7]Pour l'histoire du PC yougoslave, cf. Ivan AVAKUMOVIĆ*, History of the communist Party of Yugoslavia*, 1964, The Aberdeen University Press; Paul SHOUP, *Communism and the Yugoslav National Question*, 1968, Columbia University Press, London/New York; Milovan BOSIĆ, *Izvori za istoriju Komunistic ke partije Yugoslavije (1919-1941),* Izdavački centar komunist, Belgrade, 1984. Ce dernier livre contient une précieuse bibliographie, et mentionne les reprints des congrès et publications du PC en Yougoslavie, ainsi que les mémoires de dirigeants du parti.

[8] De façon erronée, Cilliga parle d'un respect « juqu'à l'automne » de la grande propriété privée. Rappelons que le premier août 1919 (en plein été !), le gouvernement de Bela Kun démissionnait et que Kun lui-même quittait Budapest sous la protection de la mission militaire italienne.

[9] *Autobiographie*, en français, op. cit., p. 8. On trouve des éléments parcellaires de l'activité du jeune Ciliga dans les histoires du communisme croate publiées à partir des années 70 dans l'ex-Yougoslavie.

communistes. Pendant les occupations d'usine, il constata que maximalisme et démagogie s'alliaient à merveille avec l'opportunisme et la pleutrerie. Il fut arrêté à l'automne et passa l'hiver en prison à Trieste et Capodistria/Koper. Il pensait qu'en Italie les anarchistes seraient aussi radicaux que les bolcheviks en Russie, et que Malatesta pourrait être le Lénine italien. Il vit combien il s'était trompé.

Sorti de prison en février 1921, il se retrouve en pleine réaction fasciste. La Bourse du travail de Pola – Pula en croate, Pulj en slovène – est incendiée et les organisations ouvrières détruites. Avec les paysans de son district natal, il organise une résistance armée contre les « squadristi » fascistes. En avril, à la tête de 30 hommes armés, l'affrontement laisse un mort et 5 blessés dans les rangs des chemises noires. Cette «révolte de Proština » restera fameuse[10]. Mais bien entendu l'armée accourut pour soutenir ces dernières, qui de surcroît bénéficiaient de l'appui des autorités dalmates, en parfaite symbiose avec l'État italien. Idéologiquement ces affrontements ne furent pas sans conséquence : le fascisme fut identifié dans les « régions slaves » (Gorizia, Dalmatie, Istrie) à l'italianisme, expression de l'impérialisme italien, tandis qu'en Istrie les antifascistes italiens furent traqués et lourdement condamnés comme *slavo-communistes*.

À cette époque, déjà, il interprétait la chute des conseils en Hongrie «comme la fin de la vague révolutionnaire de 1917-1919 ». La montée du fascisme le conforta dans cette idée. Aussi, pensait-il s'axer surtout sur la préparation de la prochaine vague, théoriquement et pratiquement.

De 1919 à 1924, il poursuit ses études universitaires tout en menant son activité révolutionnaire en Hongrie, Italie, Slovénie – à Prague, puis à Vienne, et finalement à Zagreb (1919-1924).

Dans l'immigration étudiante yougoslave, à Prague d'abord, puis à Vienne, Ciliga créa des noyaux communistes. À Prague, il organisa un « Club marxiste «, puis une « Fédération internationale des étudiants marxistes ». Le Tchèque Rudolf Slánský (1901-1952), celui des procès de Prague, devait lui succéder. Connaissant parfaitement le tchèque, il entra dans le service de presse du PCT, collaborant à l'hebdomadaire *Socialni Democrat* (plus tard *Kommunist*), et au *Rudé Pravo*.

À Vienne, il continua à collaborer au quotidien communiste tchèque. Il eut surtout l'occasion – comme délégué des étudiants communistes à l'extérieur – de manifester fermement son rejet de la prétendue « tactique du terrorisme » qui avait été utilisée par une partie des jeunes communistes yougoslaves en 1921. Cette

[10] Cf. APIH (Elio) *Italia, fascismo e antifascismo nella Venezia Giulia, 1918-1943*, Bari, 1966, p. 156. Voir aussi : M. Bertoša, *Proština 1921. Antifašistički pokret seljaka jugoistočne Istre*, Pula (Istrie), 1972. Le dossier de police sur Ciliga (Roma ACS CPC 1342, dossier 21538) précise qu'il fut dénoncé le 14 avril 1921 pour révolte à main armée; sous le coup d'un mandat d'arrêt, il se réfugia à Zagreb. Un document du 11 mai 1925 (Préfecture de Pola) note que Ciliga «jouit d'une bonne réputation dans l'opinion publique... est un bon orateur et capable de faire des conférences... fait une intense propagande des idées bolcheviques, spécialement pour les *coloni* et la classe ouvrière».

«tactique» fut officiellement abandonnée, pour passer à l'organisation conspirative illégale.

À partir de septembre 1922 et jusqu'en 1925, il accepte des responsabilités croissantes en Yougoslavie dans le mouvement communiste. En 1922, à Zagreb, il assume les fonctions de secrétaire du parti pour la Croatie et de directeur de l'hebdomadaire *Borba*[11], l'organe légal et officieux du PCY, la presse communiste étant interdite en Serbie, et jouissant d'une grande popularité en milieu ouvrier. En 1923, il était nommé membre du comité central. Enfin, pendant l'hiver 1924-1925, comme représentant du parti croate, il devint membre du comité central du PC de Yougoslavie[12].

En 1920, le PCY aurait eu 60.000 membres et il influençait directement 200.000 ouvriers adhérents des syndicats. Le Parti communiste yougoslave était en effet en pleine expansion, dans un pays où pourtant le pourcentage de la population agricole était de 76 %. Ayant formellement exclu les tendances de droite, le PCY avait adhéré à l'Internationale communiste (I.C.) au congrès de Vukovar en juin 1920. Se situant sur le terrain parlementaire, le nouveau Parti avait conquis de nombreuses municipalités, dont celle de Belgrade. Les élections municipales lui avaient donné 59 sièges. Dans une situation sociale tendue, marquée par la répression de la grève des cheminots (avril 1920), le gouvernement passa à l'offensive : il dissout la municipalité communiste de Belgrade (août 1920), chassa les conseillers communistes d'Agram (Zagreb). Finalement, le PC yougoslave qui avait tout misé sur les élections perdit tout : le 29 décembre un décret spécial (« *Obznana* », i.e. proclamation) prononça la dissolution de toutes les organisations communistes et syndicales, ferma les bureaux de rédaction du PC, et livra gracieusement aux social-démocrates les clubs communistes. Une loi du 30 juillet 1921 aggravait la situation : elle mettait le PC hors la loi et le chassait du Parlement et des municipalités qu'il contrôlait. La peine de mort pouvait être appliquée pour simple propagation du communisme[13].

Dès 1921, une fraction de gauche, du nom de « Groupe de gauche du PC yougoslave s'était constituée en fraction, et avait pris contact avec le KAPD allemand «gauchiste» pour dénoncer le cours opportuniste des partis de la Troisième Internationale[14].

---

[11] Il existe un reprint du *Borba* (1922-1923) : izdanje, Belgrade-Zagreb, 1972, 1980. Ciliga a reproduit ses articles du *Borba* sur la question nationale; cf. *infra*.

[12] Il est notable que le livre de BOSIĆ ainsi que d'autres consacrés en Yougoslavie au communisme croate ne fassent aucune mention du nom de Ciliga dans les organes centraux du PCY. Cette conspiration du silence est pour le moins étrange et rappelle – dans l'ex-Yougoslavie de Tito – des méthodes naguère utilisées au pays du grand mensonge.

[13] Cf. J. SCHÄRF, « La révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier des pays balkaniques », p. 206-213, in *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, EDI, Paris, 1967.

[14] Cette fraction était dirigée par Grulović. Cf. *Protokoll des ausserordentlichen Parteitages der KAPD vom 11 bis 14.9.1921 in Berlin*, compte-rendu de congrès du KAPD, édité et présenté par C. KLOCKNER; VWP, Darmstadt, 1986, p. 16-17.

La direction du Komintern aussi nota que le PCY avait été la victime et de sa mollesse et de son opportunisme. Il n'avait même pas publié les 21 conditions d'adhésion ainsi que les « thèses sur le parlementarisme révolutionnaire ». Pour les orateurs du IVe congrès de l'I.C., les chefs du parti yougoslave « concentrèrent toute leur attention sur les victoires électorales et se gardèrent d'effrayer les éléments petits-bourgeois en leur montrant ce qu'était un parti communiste et quelles étaient ses méthodes de lutte »[15]. D'autre part, autre crime impardonnable, le PCY ne possédait pas d'organisations clandestines. Ainsi, le parti se trouva démembré, et cessa presque d'exister. Même sa couverture légale, le parti ouvrier indépendant (*Nezavisna radnička partija Jugoslavije* ou NRPJ), ne réussit pas à attirer la sympathie des ouvriers : en 1923, ce dernier n'eut aucun élu dans les élections générales. Résultat piteux, qui ne s'explique pas seulement par le trucage des élections et la vigilance de la police royale. Selon des chiffres officiels, le nombre d'adhérents passa de 60.000 membres à 3.000 en 1928, pour remonter à 12.000 en 1941[16], mais sur des positions staliniennes grand-serbes.

Il est remarquable que dans son autobiographie et ses interviews Ciliga ne parle nullement de ces problèmes internes, de la question parlementaire, ni des oppositions de gauche dans le parti.

Ciliga acquit une envergure politique dans le parti en se confrontant au problème épineux des nationalités de l'État yougoslave. À cette époque, le Parti bulgare avait accusé la direction du Komintern tout comme le parti communiste yougoslave de négliger la « question nationale ».

En fait, le Komintern avait été très loin dans les concessions qu'il avait faites, sous la pression du parti russe, aux tendances « nationalitaires « dans les Balkans. La Fédération communiste des Balkans – créée en 1920 et censée réunir «fraternellement» communistes grecs, bulgares, roumains, yougoslaves et turcs – devint dès 1922 un champ d'affrontement entre Bulgares et Yougoslaves sur la question de l'appartenance nationale de la Macédoine. Or le Ve congrès de l'I.C. (1924) avait mis à l'ordre du jour la question nationale. À propos de la Yougoslavie, Zinoviev avait défini cet État comme « un État multinational dominé par la bourgeoisie serbe et composé de plusieurs peuples opprimés ». En conséquence, il préconisait la « *séparation de la Croatie, de la Slovénie et du Monténégro du cadre de la Yougoslavie et leur constitution en républiques indépendantes* »[17]. Ce congrès était aussi, notons-le, celui de la « bolchevisation » des sections du Komintern, sur laquelle Ciliga ne souffle mot.

En fait, comme le note la police italienne, Ciliga est un partisan de la bolchevisation. Dans une lettre adressée, en 1925, au dirigeant communiste de

[15] Ivan AVAKUMOVIĆ, *op. cit.,* p. 65. Citation de la «Résolution sur la question yougoslave », in *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, reprint Maspéro, 1969, p. 209-210.

[16] Cf. Jacques DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme*, t. 3, PUF, Paris, 1977.

[17] Cf. P. SHOUP, *op. cit.,* p. 26.

Trieste Felice Platone (1899-1955)[18], il se prononçait pour le système des cellules, qui allait supprimer toute liberté de débat politique dans les partis communistes, au nom de la « discipline de fer » du parti.

À cette époque, donc, il était loin d'être un opposant, et suivait la « ligne officielle ». Il se trouvait que Ciliga – contre la « droite » du parti qui prévoyait « la constitution d'une autonomie provinciale limitée »[19] et la « gauche » qui préférait « laisser à la future révolution socialiste « le soin de régler la question nationale »[20] – était d'accord avec l'orientation kominternienne. Déjà, dirigeant reconnu, au sommet du Parti, il proposa dans *Borba* («La Lutte») un contre-projet «radical » : la transformation de l'État yougoslave monarchique et centraliste en une République fédérative de cinq républiques nationales (Slovénie, Croatie, Serbie, Monténégro et Macédoine) et deux républiques nationalement mixtes (Bosnie-Herzégovine et Voïvodine). Il défendit ce projet contre le chef communiste Sima Marković, qui semblait défendre des options grand-serbes, en s'appuyant sur les positions de l'austro-marxisme et de Staline en 1912[21].

Ce projet de fédération yougoslave – on le sait – fut repris et mis en pratique par Tito après 1945. En tout cas, Ciliga, de son propre aveu, devint fort populaire en dehors de la Serbie, et fut coopté au Comité central du parti yougoslave. Il fut soutenu pleinement par Moscou pour son «radicalisme »[22].

Mais, la proposition du Ve congrès de former trois républiques indépendantes laissa sceptique Ciliga, puisque le cas de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Voïvodine était passé sous silence. Pour Ciliga ces plans « détruisaient carrément la

---

[18] Felice Platone était un journaliste connu de la presse du PC d'Italie : *Ordine nuovo*, *l'Unità*, *Il Lavoratore* de Trieste; en 1924 il devint l'un des responsables de la revue hebdomadaire *Lo Stato Operaio*, Milan. Condamné en 1926 à 12 années de réclusion, il se réfugia à Paris, où il travailla au côté de Togliatti. Bon stalinien, il fréquenta en 1933 à Moscou l'École léniniste; en 1936 on le retrouve en Espagne, dans l'état-major des Brigades internationales.

[19] « Autobiographie », *op. cit.,* p. 9.

[20] C'est du moins ce qu'affirme Ciliga. Face la « droite » de Marković, la « gauche », représentée par Djuro Cvijić [Ђуро Цвијић] (1896-1938) défendait l'idée d'une fédération de Gouvernements ouvriers et paysans dans chaque région. Comme on voit, les deux ailes se situaient sur un terrain nationalitaire, où il n'était plus question de lutte de classe.

[21] En 1923, Sima Marković publia une brochure intitulée *Nacionalno pitanje u svetlosti marksizma* («La question nationale à la lumière du marxisme»). Ciliga, sous la signature « Mbt », répliqua dans *Borba* n°s 29, 37, 38, 44, 45, d'août à décembre 1923. On trouvera un reprint d'extraits de la brochure de Marković et des articles de Ciliga, dans sa revue *Na pragu sutrašnjice*, Rome, n° 2-3, août 1974, p. 253-306 : « Sima Marković –Ante Ciliga polemika o nacionalnom pitanju, 1923 g. ». Il est intéressant de souligner que, tout en parlant d'une «fédération de gouvernements ouvriers et paysans» – mot d'ordre du Komintern –, Ciliga jugeait que la querelle serbo-croate était une querelle entre deux nations séparées et deux capitalismes. Mais il niait que chacune de ces nations puisse être impérialiste l'une par rapport à l'autre.

[22] «Autobiographie », *op. cit*., p. 10. Cette nomination intervint fin 1923. Quant à Sima Marković (pseudonyme : *Semić*), il fut attaqué vivement par Staline, le 30 mars 1925, dans la «Commission yougoslave » de l'Exécutif de l'I.C., puisqu'il s'appuyait sur la brochure de 1912 du même Staline, pour justifier sa position. Cf. *Kongresi i zemaljske konferencije KPJ 1919-1937*, t. II „Istorijskog arhiva KPJ", Belgrade, 1950, p. 421-424.

Yougoslavie ». Cette politique du Komintern fut appliquée jusqu'en 1926. Partout, même en Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Voïvodine fut proclamée la nécessité de «l'autodétermination des peuples». Ciliga fut l'instigateur de cette politique, en tant que secrétaire du parti pour la Croatie et directeur du *Borba*. Dans un article, il dénonçait l'esclavage de 9 millions de non-Serbes soumis à la nation serbe dominante, forte de ses 3 millions de personnes[23]. Comme la politique du Komintern était à cette époque hostile aux tendances « grand-serbes » – pour, sans doute, mieux coller à la politique du PC bulgare –, Ciliga pendant l'hiver 1924-1925 devint également membre du Politburo yougoslave.

À l'automne 1924, à l'instigation de Zinoviev, le Komintern avait fait entrer dans le Krestintern (Internationale paysanne, filiale de l'I.C.) le parti paysan croate (HSS) de Stjepan Radić (1871-1928) qui s'opposait à l'hégémonie serbe au sein du « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes » (Yougoslavie). Sur cette politique qui apparaissait même à Gramsci comme nuisible, Ciliga semble ne pas avoir émis le moindre doute. Bien plus il appelait à, un front commun avec un parti que l'I.C. à ses débuts aurait qualifié de parti bourgeois[24].

Toutes ces fonctions dirigeantes attirèrent sur lui l'attention de la police. Ciliga fut expulsé en avril 1925 de Yougoslavie sous prétexte que né en Istrie il était en fait un citoyen italien ... Livré à la police fasciste et mis en prison pour l'action armée d'avril 1921, il fut remis en liberté, ainsi que les 120 paysans qui avaient avec lui résisté aux « squadristi », suite à une providentielle amnistie. Ce qui n'empêche pas la police fasciste de le suivre pas à pas, sous ses divers pseudonymes : *Cegala* (Giuseppe), *Antonetić*.

Émigré à Vienne, le 8 septembre 1925, il représenta le parti yougoslave comme agent de liaison entre le Komintern, la Fédération de Voïvodine, et la Fédération communiste balkanique. Il écrivit dans la revue *Fédération balkanique* sous le nom d'Antonetich [Antonetić], mais aussi dans le journal communiste autrichien *Siegel und Hammer* («La faucille et le marteau»).

Finalement en octobre 1926, il est envoyé à Moscou « pour y enseigner à l'école du parti yougoslave et prendre part au travail de la section yougoslave du Komintern ». À cette époque, il n'aurait jamais imaginé remettre en cause les orientations du Komintern, qui lui semblaient justes, et ignorait totalement – semble-t-il – tous les courants de gauche qui combattaient la ligne officielle du Komintern. Les noms d'Amadeo Bordiga, Karl Korsch ne sont jamais cités, bien que Ciliga – par l'organe en langue slovène *Delo* (« Travail «) du parti communiste d'Italie – put en prendre connaissance.

---

[23] CILIGA, « autobiographie », *op. cit*., p. 11.

[24] Cf. G. SOMAI, *Gramsci a Vienna*, Argalia Editore, Urbino, 1979. Gramsci, membre du Bureau de Vienne, notait en 1923 que Radić était un politicien rusé, habile, et expert dans les compromis, mais incapable d'être un stratège (p. 77, et 114.) Par contre, dans un article de *Borba*, n° 38, 18 oct. 1923, Ciliga appelait à un « front unique ouvrier et paysan » avec le HSS de Radić, dont le parti fut accepté en 1924 dans le Krestintern.

III. – En Russie : au pays du grand mensonge (1926-1935)

Au moment où Ciliga quittait Vienne pour Moscou, d'importants changements s'étaient produits au sommet de l'appareil du Komintern, et par conséquent à la tête de ce dernier. Boukharine, allié de Staline, avait remplacé Zinoviev, qui s'était lui-même allié à Trotsky. Cela se traduisit par un abandon de la théorie de la « libération des peuples opprimés « en Yougoslavie. En conséquence la « fraction de droite «, en fait la tendance nationaliste serbe, triompha dans le parti : par une série de manœuvres le Serbe Sima Marković (1888-1939) fut replacé à la tête du PCY. Mais lorsque les conflits nationaux éclatèrent de nouveau en 1927, Marković fut destitué de toutes ses charges et remplacé par Djuro Cvijić (1896-1938), représentant d'une modérée « fraction de gauche », alliée d'ailleurs aux syndicalistes. Cette gauche avait fait de Zagreb sa place forte. Mais Boukharine fit révoquer d'autorité la direction de « gauche » et, avec l'aide du Bosniaque Josip Čižinski [Иосип Чижинский] (1904-1937) (connu sous le nom de *Milan Gorkić*), décida de «bolcheviser » à outrance en formant un centre politique composé de Yougoslaves résidant à Moscou.

Rentré de Russie, où il se trouvait depuis 1915 comme prisonnier, puis combattant de l'Armée rouge, arrivait fin 1925 un certain Josip Broz, qui allait commencer une fulgurante ascension dans le Parti, comme homme de Boukharine, jusqu'en 1928, puis après son arrestation cette même année, de Staline. Deux destins se croisaient sans qu'ils se rencontrassent directement : celui de Ciliga se rendant à Moscou, pour connaître les prisons et isolateurs russes, celui de Tito revenant en Yougoslavie pour connaître une ascension lente mais sûre vers le pouvoir[25].

Ciliga était-il conscient du risque qu'il prenait en se rendant à Moscou, en pleine purge du sommet du PCY ? C'est du moins ce qu'il affirma en 1937 : « ... en allant à Moscou, je risquais de perdre ma liberté de mouvement. Mais le désir d'étudier sur place les expériences de la Grande Révolution russe l'emporta. Les échecs répétés que subissait le mouvement communiste en Europe démontraient la nécessité d'en améliorer, d'en approfondir la tactique. »[26].

Toutes les péripéties, les déceptions, les espoirs, les emprisonnements, l'activité politique de Ciliga sont bien connus par son livre – écrit en France entre janvier 1936 et juillet 1937 – et publié aux éditions Gallimard en 1938 sous le titre *Au pays du grand mensonge*; son exil sibérien et le récit de sa sortie d'URSS sont décrits dans

[25] Pour cette période, cf. article de CILIGA, « Come Tito si impadroni del Partito comunista jugoslavo », *Corrispondenza Socialista* n° 7, juillet 1961, p. 393-399. Reprint, avec une introduction fournie de Paolo CASCIOLA (p. 1-8), *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, serie «Studi e Ricerche», n° 12, février 1989. Il existe un important article de CILIGA sur « le rôle et la destinée des communistes croates dans le KPJ « (« Uloga i sudbina hrvatskih komunista u KPJ »), in *Bilten HDSA*, p. 1-68, n° 67, 1972.

[26] *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, éd. Champ Libre, Paris, 1977, p. 22-23.

un deuxième volume (écrit entre 1938 et 1941), et édité en 1950 sous le titre *Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation*[27].

Pour la compréhension de l'itinéraire de Ciliga, il est nécessaire de donner les grandes lignes de son témoignage, surtout au moment où l'affirmation médiatique de la « chute du communisme » passe sous silence les groupes et éléments qui, à l'extrême gauche du stalinisme et du trotskysme, ont dénoncé le « grand mensonge « du capitalisme d'État russe, présenté par Staline, et son adversaire Trotsky – pour une fois d'accord – comme du «socialisme » et un modèle «remarquable» de développement des « forces productives ».

Lorsque Ciliga arriva début octobre 1926 à Moscou, il fut immédiatement frappé par la misère et l'arriération de la «patrie du socialisme», tout en notant «l'ascension de groupes sociaux entiers». Il arrivait au moment où la NEP sombrait dans la débâcle, avec une économie de plus en plus paralysée et 2,2 millions de chômeurs[28]. Il se rendit vite compte que les étrangers comme lui, membres du Komintern, étaient considérés par l'ouvrier russe, plongé dans la misère, comme des privilégiés « vivant comme des barines ».

Depuis le 28 juillet 1924 Ciliga était docteur en philosophie et histoire de l'université de Zagreb[29] ; il était tout indiqué pour enseigner à la section yougoslave de l'Université communiste des minorités nationales occidentales (KUNMZ) de Moscou, fondée en novembre 1921. Chaque année arrivaient 25 nouveaux élèves dans l'École du PCY créée en 1925 au sein du KUNMZ, pour un enseignement en 4 ans, dispensé surtout en serbo-croate[30].

---

[27]A. CILIGA, *Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation,* Éditions des «Îles d'Or», Paris, qui éditèrent aussi des textes de Rossi (Angelo Tasca), Victor Serge, Lucien Laurat, l'artiste et écrivain polonais Józef Czapski, etc. Les éditions Les Îles d'Or, qui publièrent des livres importants d'authentiques marxistes – comme Tony Cliff, « Les satellites européens de Staline », 1953 – furent certainement « aidées » par la manne américaine prodiguée par le syndicaliste et « honorable correspondant » de la CIA, Irving Brown (1911-1989), l'un des éléments clefs du Congrès international pour la liberté de la culture (CILC), fondé à Berlin-Ouest le 26 juin 1950 « pour lutter contre l'idéologie communiste en Europe de l'Ouest ». Brown fut en 1988 décoré par Ronald Reagan de la « Médaille présidentielle de la liberté » pour son activité inlassable contre « l'Empire du mal ».

[28] Idem, p. 45.

[29] La thèse de Ciliga portait sur l'«Activisme social et philosophique de Rudolf Goldscheid. – Critique et défense du marxisme dans le champ de la philosophie ». Le sociologue et économiste autrichien Rudolf Goldscheid (1870-1931) fut en 1909 l'un des cofondateurs – avec Ferdinand Tönnies, Max Weber, et Georg Simmel – de la Société allemande de sociologie (Deutsche Gesellschaft für Soziologie), établie à Berlin. Il est aussi l'un des fondateurs de l'« économie humaniste » (*Menschen-Ökonomie)* et de la sociologie de la finance. Pacifiste, il fut, de 1926 à sa mort, l'un des présidents de la Ligue autrichienne des droits de l'homme. [Cf. Ivan Oča, Dr Ante Ciliga–Otpadnik komunizma i staljinske čistke (« Dr. Ante Ciliga, un renégat du communisme face aux purges staliniennes »), in «Radovi » («Travaux»), vol. 22, Zagreb, 1989, p. 267-296.]

[30] Il existait en URSS plusieurs «universités communistes» spécialisées, la pionnière ayant été l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV), créée le 21 avril 1921. Après la fondation du KUNMZ, d'autres écoles de « révolutionnaires professionnels », sur le modèle léniniste, avaient vu le jour : l'Université chinoise Sun Yat-sen en 1925 et l'École léniniste du Komintern en 1926. Il faut

Mais Ciliga ne se considérait pas comme un « académicien rouge ». Fonctionnaire du Komintern, il devint automatiquement à son arrivée membre du Parti communiste de l'URSS, dont la vie lui sembla plus intéressante que celle du Komintern.

Dès son arrivée, l'organisme lui apparut non comme « l'état-major de la révolution mondiale » mais comme une simple succursale, « sans grande importance », rattachée au service de propagande, du parti russe. En participant lui-même au VIe Plenum du Komintern (décembre 1926), il se rendit compte que cette ancienne « Convention de la Révolution mondiale », comme la définissait Trotsky, en 1919, était déjà aux mains de Staline. Assistant aux discours de Trotsky, Zinoviev, Kamenev, il fut surtout impressionné par le discours de ce dernier qui soulignait que le danger de droite dans le parti russe était dû avant tout au «caractère petit-bourgeois (de la Russie) et à l'affaiblissement des tendances révolutionnaires dans le prolétariat occidental»[31].

À l'écoute de tous les débats du parti russe et surtout des réflexions des ouvriers russes, constatant la répression d'ouvriers, de tendance anarcho-syndicaliste, soupçonnés d'éditer une feuille illégale qui exigeait seulement l'amélioration des conditions de travail dans leur usine, Ciliga devint très pessimiste sur l'avenir de la «patrie socialiste ». Alors qu'auparavant Ciliga – de son propre aveu – ne nourrissait aucun doute sur la justesse de la politique de l'URSS, il en vint à conclure que «*l'évolution vers le socialisme était définitivement arrêtée, la révolution morte, et que par conséquent tout était perdu...*»[32]. En Russie du moins.

Mais dès 1927 il commença à se mettre en rapport avec l'opposition trotskyste russe[33], dont l'influence « dans les cadres du parti croissait de jour en jour ». Mais son opposition, semble-t-il, fut fort discrète, puisqu'il put participer aux travaux du VIe congrès du Komintern (août 1928), juste avant que Trotsky ne fut expulsé d'URSS[34].

En fait, ce sont les affaires yougoslaves qui vont amener Ciliga dans les rangs de l'opposition de gauche trotskyste. Il y avait à Moscou 120 militants du Parti communiste yougoslave, la plupart ouvriers, qui, par leur travail, étaient plus

---

noter que l'une des conséquences de la «bolchevisation» nationale des partis avait été de créer des «écoles communistes» dans tous les pays.

[31]Idem, p. 26-27. Pour le discours de Trotsky, au nom de l'Opposition, en date du 9 décembre 1926, cf. *Correspondance internationale* n° 6, 4 janvier 1927.

[32] Idem, p. 31.

[33] Idem, p. 42.

[34] Ciliga jugeait les séances du Komintern ennuyeuses, et du pur bavardage, «où tout se décidait dans les coulisses». Le livre de Milovan Bosić, déjà cité *supra*, mentionne (p. 328), comme membres de la délégation officielle : Jakob Žorga (1888-1942), Gojko Vuković, M. Brezović et Albert Hlebec *(Lidin).* Sous le pseudonyme de *Rogić ,* le Slovène Jakob Žorga, secrétaire du parti yougoslave, prit la parole pour remercier Boukharine d'avoir liquidé les luttes de fraction dans le PCY; se prononça pour «une direction léniniste et une discipline de fer », enfin pour une fédération balkanique des «*républiques ouvrières et paysannes indépendantes ».* Aucune opposition n'est perceptible. Cf. *Correspondance Internationale* du 4 août 1928 (6e séance du 23 juillet 1928).

engagés dans les affaires russes que dans la vie du parti yougoslave. Ciliga, sous le pseudonyme de *Zadvornij*, jouait un grand rôle, étant membre du bureau politique du PC yougoslave.

Pendant que Ciliga était à Moscou, de grands changements s'étaient produits dans le parti yougoslave, sur lesquels il semblait avoir peu d'informations dans l'isolement de son école moscovite. Le triumvirat Boukharine–Gorkić–Manuilski avait racolé – affirme-t-il – toute une «pègre qui n'avait jamais eu rien à voir avec le mouvement yougoslave » et qui fut envoyée pour «bolcheviser » complètement le parti. À la VIIIe conférence de l'organisation de Zagreb, la fraction Djaković–Tito prenait le pouvoir au nom de la lutte contre le «fractionnisme», représenté par la «gauche». Mais en août 1928, Tito était arrêté et emprisonné pendant 5 années en Yougoslavie. Djuro Djaković (1886-1929), Croate comme Ciliga, avait suivi les cours de l'École Lénine en 1927-1928. Nommé secrétaire de l'organisation du parti en 1928, il fut obligé, en avril 1929, de rentrer clandestinement en Croatie, pour une véritable mission-suicide; il est aussitôt torturé, puis assassiné.

La situation du communisme yougoslave se détériora rapidement : moins en raison de la répression monarchiste qu'à la suite de ses concessions au mouvement nationaliste croate anti-serbe et surtout du cours dit «classe contre classe», purement aventuriste, décrété par Staline après le VIe congrès du Komintern[35].

En juin 1928, l'assassinat en plein parlement du député paysan Radić, dirigeant du parti paysan croate, avec la bénédiction des partis nationalistes serbes[36], mit le feu aux poudres. Le facteur national prit le pas définitivement sur le facteur social, nourrissant toutes les aventures de type nationaliste ou terroriste.

L'assassinat de Radić, – dont le parti avait été en 1924 membre du Krestintern avant que Radić ne choisisse en 1925 de participer au gouvernement royal – et les troubles qui s'ensuivirent en Croatie permirent au roi de Yougoslavie d'instaurer sa dictature personnelle en janvier 1929. Il dissout le Parlement et met hors la loi les partis politiques, en premier lieu le PC yougoslave. Cela se produisait en pleine « troisième période » du Komintern, période d'aventurisme calculé, où l'insurrection armée était préparée à chaque coin de rue[37]. Dans un parti dirigé par des agents russes, dont certains étaient des provocateurs au service de la police[38], la

[35] Ce cours totalement aventuriste vers «l'insurrection armée» fut alors mis à l'ordre du jour à l'occasion de la Xe session plénière de juillet 1929.

[36] Pour un bref aperçu de la période, cf. Natacha RAJAKOVIĆ, «Les ambiguïtés du yougoslavisme», in *De Sarajevo à Sarajevo*, p. 21-49, Éditions Complexe, Bruxelles, octobre 1992.

[37]Depuis le printemps 1928, la direction du Komintern se préoccupait de la «question militaire ». En allemand était sorti sous le pseudonyme collectif de Neuberg [Hans Kippenberger, Tuchatschewski et Ho Chi Minh] un manuel de l'insurrection armée. Cf. traduction française, en reprint Maspéro, Paris, 1970 : A. NEUBERG, *L'Insurrection armée*. En mai 1929, le politburo du comité central du PCY mit à l'ordre du jour « l'insurrection armée »; en octobre 1929, le Comité central proclama qu'il « fallait passer de la défensive à l'offensive... et préparer les masses et le parti pour l'insurrection armée ». Cf. *Pregled istorije Saveza Komunista Yugoslavije*, Belgrade, 1963, p. 175-177.

[38] Ivan AVAKUMOVIĆ *op. cit*., p. 94-95.

direction du PCY s'engouffra dans l'aventurisme. Elle proclama que «la seule solution à la crise pour la classe ouvrière et la paysannerie (était) la lutte armée, la guerre civile contre la domination de la bourgeoisie hégémonique des Serbes de Serbie». Cela se traduisit – outre le renforcement des sentiments nationalistes anti-Serbes – par des duels au revolver entre communistes et policiers. Selon Ciliga, et le PCY, la répression fit des centaines de morts communistes; en réalité une trentaine[39]. C'était déjà énorme; et le parti était réduit à quelques centaines de membres. Mais tout ce radicalisme cachait mal le vice profond du PCY : son appui aux organisations nationalistes de tout bord, qui au moins depuis 1928 se concrétisait par une collaboration étroite avec les nationalistes macédoniens (VRMO)[40] et les terroristes oustachi[41].

En 1929, au moment de ces événements tragiques, Ciliga était déjà formellement dans l'opposition de gauche. Lui et ses camarades yougoslaves de Moscou firent repousser à une écrasante majorité (90 voix contre 5) la résolution d'appui à la politique du Komintern en Yougoslavie. Fait intéressant, la gauche du PCY se livrait à une autocritique de sa politique nationale :

> *Partis de la question nationale, nous nous trouvions en présence du dilemme suivant : révolution socialiste ou révolution bourgeoise en Yougoslavie. La fraction de gauche avait autrefois préconisé d'exploiter le problème des nationalités dans les intérêts de la révolution. Mais cette exploitation avait fini par prendre une forme telle que le parti communiste et le mouvement ouvrier en étaient réduits à servir le nationalisme bourgeois des peuples opprimés de Yougoslavie. Bien avant qu'on eût vu en France la réconciliation entre drapeau rouge et drapeau tricolore, entre l'Internationale et la Marseillaise, on en était venu en Dalmatie à l'alliance du drapeau tricolore croate et du drapeau rouge, de l'Internationale et de l'hymne national Notre belle patrie* (Naša lepija domovina) *Le mouvement ouvrier révolutionnaire et internationaliste risquait de se disloquer en autant de mouvements simplement «radicaux» qu'il y a de nationalités en Yougoslavie*[42].

Ciliga avec d'autres avait formé un groupe trotskyste, dans l'illégalité, fort d'une vingtaine d'éléments. Un centre de 6 membres avait été nommé et composé de quatre Yougoslaves : Stanko Dragić (1898- ?) [*Kovalev*], le véritable responsable du groupe, ancien membre du comité central du PCY; Mustafa Dedić (1898- ?)[*Begić* ou *Viktor Solovjev*], ancien secrétaire du comité syndical d'Herzégovine; Stefan Häberling [*Suslov*] (1903- ?), originaire de la Voïvodine (Novi Sad); enfin Ante Ciliga. Il y avait aussi deux Russes : Viktor Zankov et Orest Glibovskij[43]. À ce groupe vint s'agréger la femme de Tito, Pelagija Denisova-Belusova (1904-1968),

---

[39] A. CILIGA, *Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito*, Denoël, Paris, 1974, p. 165. Ivan AVAKUMOVIĆ *op. cit*, p. 96, donne 30 tués, beaucoup moins que le nombre de communistes yougoslaves exécutés par Staline quelques années après (environ 800, selon l'historien Vladimir Dedijer).

[40] L'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (unifiée) ou ORIM (u) en français avait été créée à partir des ruines du mouvement terroriste macédonien ORIM en septembre 1925. Le VMRO (son sigle en macédonien-bulgare), dirigé par des « communistes » macédoniens, était une pure création nationaliste. L'ORIM dite «historique» forma militairement les oustachi de Pavelić, après 1929.

[41] AVAKUMOVIĆ *op. cit*., p. 108-109.

[42] CILIGA, *Dix ans au pays...*, p. 67-68.

[43] Idem, p. 69.

jusqu'à son arrestation et sa « disparition » en 1934-1935, sans que Tito ne bronche[44]. En fait elle en avait divorcé en avril 1936 et épousé un Russe qui disparut lors des « purges » de 1938.

Ce groupe clandestin était en contact avec l'organisation trotskyste de Moscou, qui lui fournissait les lettres et documents de Trotsky et Racovski. D'autre part, Ciliga et ses camarades étaient en relation étroite avec les ouvriers d'usine russes.

Bien entendu, les activités du groupe furent découvertes par le GPU. Une commission du Komintern (« commission Solz », du nom de celui qui la présidait[45]), avec l'appui zélé du Politburo yougoslave, décida d'exclure Ciliga et deux militants de son groupe pour un an (avec sursis!). 20 autres durent quitter Moscou. Selon une pratique courante du stalinisme, à ses débuts, l'appareil tenta d' « acheter » Ciliga en lui proposant un travail bien rémunéré d'archiviste et d'enseignant à Leningrad. Après avoir vu personnellement Kirov, « le patron », avant son assassinat, il est nommé chargé de cours à l'université communiste de cette ville. Mais il ne passe pas avec armes et bagages du côté de la nouvelle bourgeoisie «rouge», camouflée sous les oripeaux du bureaucrate.

C'était en pleine période de collectivisation forcée des campagnes, où le discours était simple : «*Que ceux qui veulent entrer au kolkhoze se mettent à gauche, et ceux qui veulent aller en Sibérie à droite!...* »[46]. Le tout suivi de famines effroyables et de fusillades massives des paysans récalcitrants. Quant aux ouvriers, promis à « la vie gaie et joyeuse » des plans quinquennaux staliniens, ils virent leur salaire baisser de 50 % par rapport à 1913. « *Nous vivons actuellement plus mal qu'au temps des capitalistes!* ». Leur démoralisation – qui explique en partie le triomphe de la contre-révolution – était totale : « *... que pouvons-nous faire maintenant ? C'est nous qui avons voulu le pouvoir soviétique, comment pouvons-nous le combattre ?* »[47].

---

[44] La femme de Tito, d'origine russe, Pelagija, fut arrêtée sous ses yeux. Elle fut exilée après l'exécution de son second mari en 1938 ; elle se remaria et fut «réhabilitée» en 1957. Elle mourut à Moscou en 1968. Cette arrestation d'une opposante présumée faillit coûter la vie à Tito en 1938, pour simple soupçon de «trotskysme ».

[45] Aaron A. Solz (1872-1945), d'origine juive lituanienne, appelé « la conscience du Parti bolchevik ». Membre du POSDR depuis 1898, Solz était lors de la Révolution de 1917 membre du comité de Moscou du parti bolchevik, rédacteur du *Social Democrat* et de la *Pravda*. En 1918, il prit fait et cause pour les « communistes de gauche », qui refusaient la paix de Brest-Litovsk. En 1920, il fait parti de la Commission centrale de Contrôle du parti bolchevik. De 1920 à 1934, il fut membre de la Commission de contrôle du Parti communiste ainsi que de la Commission internationale de contrôle du Komintern. À partir de 1935, il exerça la fonction de procureur général adjoint d'URSS, puis de président du Collège juridique de la Cour suprême d'Union soviétique. En octobre 1937, pendant la Grande terreur, il exigea qu'une commission soit créée pour enquêter sur les agissements du Procureur général d'URSS Andreï Vychinski et la « légalité » des « purges ». En février 1938, il fut suspendu de ses fonctions, et demanda alors à rencontrer Staline, qui refusa de le recevoir. Il entama une grève de la faim, qui lui valut d'être hospitalisé de force dans une clinique psychiatrique de Moscou. Il mourut le 30 avril 1945, après sept ans d'«internement psychiatrique».

[46] CILIGA, *op. cit*., p. 105.

[47] Op. cit., p. 115.

En fait, bien que le groupe de Dragić et Ciliga – selon ses termes – était un cas particulier d'une vie souterraine, où naissaient les idées nouvelles, le communiste croate dut constater un terrible isolement. Les étudiants de Ciliga – issus de la classe ouvrière – étaient des parvenus du système, et donc « les pires ennemis de tout mouvement ouvrier authentique, car un tel mouvement devrait nécessairement rechercher l'anéantissement de tout le système bureaucratique ».

Au fil de ses discussions avec les intellectuels trotskistes, Ciliga commença à avoir de sérieux doutes sur ce courant et son chef Trotsky. S'intéressant finalement peu au sort de la classe ouvrière, pour eux « Staline (exécutait) l'essentiel du programme de l'opposition «, mais avec plus de brutalité. Il était arrivé à la conclusion dès 1930 – mais ne s'agit-t-il pas plutôt d'une conclusion a posteriori de 1937[48]? – que le capitalisme d'État triomphait en URSS, soutenu tant par Staline que par Trotsky et les intellectuels de l'opposition :

> *« Staliniens et trotskystes (identifient) le capitalisme d'État au socialisme et la bureaucratie au prolétariat. Trotsky, aussi bien que Staline, faisait passer l'État pour le prolétariat, la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat pour la dictature du prolétariat, la victoire du capitalisme d'État sur le capitalisme privé et sur le socialisme pour une victoire de ce dernier. »*[49].

C'est dans cet état d'esprit, où – dit-il – il sous-estimait ses divergences avec les trotskistes, qu'il fut arrêté le 21 mai 1930 à Leningrad, après avoir visité ses camarades de Moscou, plus intéressés par une activité immédiate dans les usines (tracts, mots d'ordre de grève) que par une activité de réflexion théorique à long terme.

IV. – Prisons, isolateurs et exil sibérien (1930-1935)

Arrêté avec ses camarades, alors que Dragić échappait temporairement au GPU, Ciliga connaît la prison de Leningrad. On y fusille chaque jour des prisonniers. Pourtant, à cette époque, «la prison est le seul endroit en Russie soviétique où les gens s'expriment d'une façon plus ou moins sincère et ouverte ». Et à côté de cela, la démoralisation sociale est telle que même les condamnés à mort se taisaient, «sans un cri de révolte contre le gouvernement qui les mettait à mort »[50] Aussi, Ciliga en déduisait que les forces de la révolution et les forces de gauche étaient épuisées.

En novembre, Ciliga fut transporté jusqu'à l'isolateur de Verkhne-Ural'sk [Верхне-Уральск], prison située le long de la montagne Oural, au nord de Magnitogorsk. Cette prison, qui fonctionnait depuis au moins 1926, était une prison politique : en 1928, 30 prisonniers sur 189 étaient anarchistes. En 1930, la majorité était nettement trotskyste (140 bolchevik-léninistes pour 50 anarchistes et socialistes-

[48] Op. cit., p. 87.
[49] Voir *infra* les rapports avec Trotsky en 1935-1936.
[50] CILIGA, idem, p. 110.

révolutionnaires). A l'arrivée de Ciliga, cet isolateur était le dernier lieu[51] où l'on pouvait parler librement, où s'exerçait une liberté de presse et de réunion. Les 250 détenus (environ 180 communistes, 70 anarchistes, et une dizaine de socialistes) faisaient des réunions politiques en règle, avec président et secrétaire de séance. La plupart s'exerçaient à rédiger des articles pour des journaux manuscrits, qui circulaient par la « poste intérieure « (des paniers entre les cellules). Il y avait même une bibliothèque avec ouvrages politiques. Une forte majorité des prisonniers était trotskyste (120 à 140) et recevait brochures, circulaires de Trotsky. Avec la présence de mencheviks, socialistes-révolutionnaires de gauche, de 16 décistes (groupe «Centralisme démocratique »), et de 3 partisans de Miasnikov, on avait « un vrai parlement illégal de la Russie »[52].

Selon Ciliga, la composition sociale de l'isolateur était essentiellement «intellectuelle ». Il y avait à peine 15 % d'ouvriers. Le secteur d'opposition communiste était composé de 43 % de Juifs, de 27 % de Caucasiens (Géorgiens et Arméniens), les Russes avec quelques représentants d'autres nationalités atteignant juste 30 %. Fait intéressant l'élément russe et ouvrier était surtout représenté dans l'extrême gauche : groupe du Centralisme démocratique, et prédominait dans le Groupe ouvrier de Gavril Miasnikov. Ce phénomène national «russe», se manifestait aussi selon Ciliga – chez les anarchistes. Parmi les militants trotskystes, on remarquait une large majorité de jeunes intellectuels et techniciens juifs issus de la petite-bourgeoise d'Ukraine et Biélorussie. D'après lui, il y avait parmi eux «un fort groupe d'anciens militaires et tchékistes», directement issus de l'Appareil.

---

[51] Ciliga cite aussi les isolateurs de Tcheliabinsk, Iaroslav, et Souzdal. Dans ce dernier se trouvait le chef «déciste » Vladimir M. Smirnov (1887–1937) qui fut exécuté le 26 mai 1937. Sinon, déjà, les prisonniers politiques étaient en camp de concentration au début des années 30, avec un régime de droit commun : « Lettre du camarade Ciliga » (9 décembre 1935), brochure *À bas la répression contre-révolutionnaire en URSS*, Paris, début 1936?, Éditions *Quatrième Internationale*, p. 6-16. Voir aussi l'article ancien de P. Broué : «Les trotskystes en Union Soviétique (1929-1938)» *Cahiers Léon trotsky* n° 6, 1980 http://www.marxists.org/francais/broue/works/1980/00/broue_19800000.htm. Surtout voir le site web de Memorial (Russie), qui donne des notices biographiques des victimes de la terreur (« martirolog ») : http://www.memorial.krsk.ru/

[52] L'analyse du rapport des forces politiques à Verkhne Ural'sk est confirmée par la lettre de deux trotskystes orthodoxes de cette prison (T. D. Ardašelia et Grigori I. Iakovin) à Trotsky, en date du 11 novembre 1930 (in *Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8, 1981, p. 184-193.). Les « thèses des 3 », mentionnées par Ciliga pour cette tendance ont été republiées par les *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, sous le titre «La crise de la Révolution ». Cf. aussi les *Cahiers Léon Trotsky* n° 53, avril 1994, sur «l'opposition de gauche en URSS ».

Prison de Verkhne-Ural'sk : du tsarisme au stalinisme.

Ciliga retrouvait à Verkhne-Ural'sk ses camarades yougoslaves et russes : Dragić, Dedić ; Zankov, Glibovskij. Ils décidèrent de militer dans le « collectif des bolcheviks-léninistes » de l'isolateur. Mais ceux-ci étaient divisés en trois tendances :

> **Une tendance de «droite »** dirigée par les professeurs Solnstsev, Iakovin [historien] et Stopalov ». À ce groupe, auteur des «thèses des trois», vint s'agglomérer Dingel'stedt. C'était la fraction la plus importante. Elle préconisait une « réforme par en haut », et finalement l'industrialisation, les plans quinquennaux, etc. Elle voulait « ... la même chose que Staline », mais seulement sous une forme «plus humaine »[53].
>
> **Un petit groupe dit du «centre»**, dirigé par le gendre de Trotsky, Man S. Nevel'son (1896-1937) (époux de Nina Trotsky), et Aaron Papermeister, qui ne se différenciait guère de la « droite », car il éditait avec celle-ci un journal commun (manuscrit) intitulé *Pravda v tjur'me* («La Vérité en prison»).
>
> **La fraction de «gauche»** à laquelle adhéraient les amis de Ciliga voulait une « réforme par en bas », s'appuyant sur la classe ouvrière. Sa faiblesse théorique tenait en ce que non seulement elle définissait les plans quinquennaux comme du «bluff» mais elle niait la crise économique mondiale. Elle publiait le journal *Voinstvujuchtchij Bol'chevik* («Le Bolchevik militant»).

En dehors de ces fractions, seul le trotskyste Densov considérait, en se basant sur Lénine, que l'économie soviétique était un capitalisme d'État.

[53] CILIGA, *op. cit.,* p. 288. Elisar B. Solnstsev (1900-1936); Grigori I. Iakovin (1896-1938), Fiodor N. Dingel'stedt (1890-1938) furent tous fusillés dans des camps, en particulier à Vorkhuta.

Le «Bolchevik militant», dans lequel écrivait Ciliga sous le pseudonyme de *Richard*, paraissait une fois par mois ou tous les deux mois, comprenant 10 à 20 articles, en cahiers séparés, en trois exemplaires (un seul pour chaque aile de la prison)[54].

Ciliga faisait partie des « bolcheviks de gauche » évoluant très vite en dehors du moule trotskyste, où « une citation de Trotsky avait la valeur d'une preuve »[55]. Il constatait que la bureaucratie stalinienne devenait « peu à peu le noyau d'une nouvelle classe dirigeante »; en conséquence, il fallait mener la lutte revendicative, comme dans n'importe quel pays capitaliste; et pour cela même s'allier aux ouvriers socialistes et anarchistes des usines. Pour une nouvelle lutte de classe révolutionnaire, il fallait un « nouveau parti révolutionnaire ». Cette position, avec 5 ans de retard, était finalement celle de Karl Korsch en 1926, dont Ciliga semble avoir ignoré les écrits.

L'évolution de plus en plus radicale de Ciliga fut d'abord déterminée – selon lui – par l'attitude de la majorité trotskyste de l'isolateur, qui exigeait un monolithisme sans faille : les «bolcheviks militants» devaient se dissoudre et suspendre la publication de leur journal, faute de quoi ils seraient exclus. Le « groupe des 30 », trotskystes de gauche (dont Ciliga) proposa un nouveau comité de rédaction, composé d'un représentant de chacune des tendances, et publiant un seul organe pour tous les communistes. Les « bolcheviks militants » n'étaient pas en effet représentés dans ce comité de rédaction.

Les trotskystes dits « de droite » et « du centre » les exclurent, avec des méthodes détestables qui prouvaient « qu'entre trotskysme et stalinisme il y avait beaucoup de points communs »[56]. L'autre raison était que le GPU qui avait des agents jusqu'à l'intérieur de la prison poussait vers la scission.

Le résultat fut qu'il y eut (été 1931) deux organisations trotskystes :

– le collectif des «bolcheviks-léninistes» (majoritaires) de 75 à 78 membres;

– le «collectif des bolcheviks-léninistes de gauche», fort de 51 ou 52 membres; il éditait le journal *Bol'chevik Leninist* avec les plumes de V.

[54] La lettre de Iakovin et Ardašelia, citée *supra*, ne parle pas de l'édition de la *Pravda v tjur'me* pour le Centre trotskyste; mais mentionne pour la « droite » orthodoxe l'édition de «Recueils sur la situation actuelle». Les deux signataires de la lettre affirment que le *Voinstvujuchtchij Bol'chevik* fut créé en janvier 1930 par l'Arménien Aršak Saakian (1897-1938) et le Géorgien Grigorij M. Kvatchadze (1902- ?). Il «fut pris en main par les jeunes (Pouchas, Perevertsev, Emel'ianov) et s'orienta vers le décisme », dès le second numéro. Paolo Casciola signale dans sa préface au livre *Trotskyist Serials Bibliography (1927-1991),* K.G. Saur, München, London, New York, Paris, 1993, p. VII, la contradiction de témoignage entre Ciliga, d'une part, et Ardašelia et Iakovin de l'autre.

[55] CILIGA, *op. cit*., p. 222.

[56] Pour cette thèse, voir le livre de Willy HUHN, *Trotsky – der gescheiterte Stalin*, Karin Kramer Verlag, Berlin, 1973. Traduction en français et postface de Daniel SAINT-JAMES, avec un texte de Paul MATTICK, «Stalinisme et bolchevisme», Cahiers Spartacus, oct.-nov. 1981, n° 113 – B.

Densov, Nikolaj P. Gorlov (1880- ?), M. Kamenetskij, O. Pouchas et Ciliga[57].

La radicalisation de Ciliga et des bolcheviks-léninistes de gauche s'explique autant par les horreurs de la collectivisation et des plans quinquennaux que par les positions mêmes de Trotsky.

Ciliga notait déjà – lorsqu'il enseignait à Leningrad – tous les privilèges de la classe montante, alors que l'ouvrier croupissait dans la misère. Au fur et à mesure qu'arrivaient les prisonniers dans l'isolateur, on lui confirmait le massacre massif des paysans ukrainiens (plus de 3 millions de victimes), la déportation de 5 à 10 millions de moujiks, la lente agonie des exilés de Sibérie dont la durée de vie n'excédait pas deux ans. Un tiers de la classe ouvrière vivait dans un véritable esclavage, pour les travaux pharaoniques de Staline (canal Baltique-mer Blanche, etc.).

L'extrême-gauche trotskyste, représentée par Ciliga et ses amis, était extrêmement mécontente des prises de position dithyrambiques de Trotsky en 1932 sur les «succès actuels vraiment inouïs » de la politique économique stalinienne[58].

Tout naturellement s'ouvrit, en 1932, dans le milieu trotskyste de la prison une âpre discussion sur la nature de l'URSS. On vota même une résolution pour ou contre le caractère «ouvrier» de l'URSS : celle-ci obtint 15 voix pour. Une autre résolution, défendue par ce qu'il restait de «bolcheviks militant » récolta 15 voix, tout en parlant comme Trotsky d'une nécessaire «révolution politique » sur la base des «fondements économiques d'Octobre»; le régime était «au-dessus des classes», mais la « dictature du prolétariat » avait disparu.

Mais surtout, il y avait les « négateurs « extrémistes, dont Ciliga. Leur résolution, minoritaire, soutenue par 15 voix, proclamait que la bureaucratie était une vraie classe hostile au prolétariat; et donc que seule la révolution sociale pouvait mener au socialisme.

En 1932, à la lecture des derniers documents de Trotsky, la rupture de Ciliga et de dix militants avec le collectif trotskyste était consommée. Comme d'usage, une déclaration fut écrite où il était clairement signalé que le Programme de Trostky renforçait « les illusions du prolétariat occidental » dans le stalinisme, en l'affublant

[57] CILIGA, *op. cit.*, p. 209.

[58] On peut lire dans un texte de Trotsky, publié en octobre 1932, une défense de l'URSS, qui fit hurler certainement les militants emprisonnés, et encore plus les ouvriers dans les bagnes-usines ou les camps : «*Nous prenons l'État ouvrier tel qu'il est, et nous disons : c'est notre État. Malgré tout ce qui subsiste de retards, malgré la disette, les queues, les erreurs, et même les turpitudes bureaucratiques, les ouvriers du monde entier doivent défendre avec les dents et les ongles en cet État ouvrier leur patrie socialiste future*. » Et l'ancien chef bolchevik ajoutait : « Le socialisme comme système a démontré son droit à la victoire historique non pas dans les chapitres du *Capital*, mais par la pratique des stations hydrauliques et des hauts fourneaux. » Cette théorie de l'accumulation de capital, comme équation du socialisme, déjà exposée par PREOBRAJENSKIJ, *La nouvelle Économique*, 1924, fut défendue maintes fois par Trotsky, en particulier dans la *Révolution trahie* publiée en 1936. (Pour son article de 1932, cité *supra*, cf. *Écrits 1928-1940*, t. I, Marcel Rivière et Cie, Paris, 1955, p. 111).

du label absurde d'« État prolétarien ». La conclusion était un rejet du trotskysme comme un courant de gauche du stalinisme : « Trotsky et ses partisans sont trop intimement liés au régime bureaucratique en URSS pour pouvoir mener la lutte contre ce régime jusqu'à ses conséquences extrêmes ». Trotsky était « au fond le théoricien d'un régime dont Staline est le réalisateur »[59].

Un article de Ciliga intitulé « Opposition bureaucratique ou prolétarienne » marquait son passage dans l'extrême gauche. En fait, dans l'isolateur, l'influence de l'extrême gauche non trotskyste fut décisive et prit de plus en plus d'ampleur, selon Ciliga.

Il y avait tout d'abord les décistes, certainement les plus divisés en fractions. S'insérant au début dans le moule léniniste, mais contre le centralisme bureaucratique, ils avaient été contre l'opposition ouvrière en 1920. Beaucoup avaient capitulé avec le premier Plan quinquennal qui leur semblait une victoire contre la NEP. Dans l'isolateur, par contre, et sans doute ailleurs, ils s'étaient beaucoup radicalisés, mais dans la confusion et la division. Il y avait 3 ou 4 fractions décistes. Mais avec des nuances importantes, ils s'étaient beaucoup rapprochés du «Groupe ouvrier» de Miasnikov[60], dont le leader à Verkhne-Ural'sk était Sergej Tiunov. Les Miasnikoviens définissaient le trotskysme comme une « opposition de hauts fonctionnaires » de la bureaucratie. Ils critiquaient à la racine le léninisme et la « dictature du parti ». Pour eux, il était décisif que les ouvriers puissent avoir la liberté de choisir parmi les partis ouvriers concurrents au sein du milieu ouvrier. Depuis 1923, ils étaient petit à petit parvenus à la position que régnait en URSS le capitalisme bureaucratique d'État[61].

Quant aux décistes – dont le leader S.P. Medvedev (1885-1937), allait rejoindre l'isolateur en 1935, alors que Ciliga était en Sibérie – ils s'étaient en gros ralliés aux thèses de Miasnikov. Pour le déciste Jacques Kosman, Lénine avait remis l'industrie aux mains de la bureaucratie. Pour Chapiro, un autre déciste, l'Opposition ouvrière en 1921 n'avait pas représenté les intérêts du prolétariat, mais ceux de la bureaucratie syndicale « Mais, par contre, à la façon des communistes de conseils allemands et hollandais, un autre déciste Volodia Smirnov affirmait : « *Il n'y a jamais eu en Russie de révolution prolétarienne ni de dictature du prolétariat. Il y a eu simplement une révolution populaire par le bas et une dictature bureaucratique par le haut.* » Quant à Lénine, l'image sacro-sainte de la révolution russe, elle devait être brisée : « *Lénine n'a jamais été un idéologue du prolétariat. Du début à la fin il a été un idéologue de l'intelligentsia.* ».

---

[59]CILIGA, *op. cit.,* p. 258-259.

[60] Voir Roberto SINIGAGLIA, *Mjasnikov e la rivoluzione russa*, Jaca Book, Milano, 1973; ainsi que : Ph. Bourrinet, biographie de Gavril Miasnikov, dit Gan'ka, http://www.left-dis.nl/f/biomiasni.pdf.

[61] Pour la position de Miasnikov en 1923, voir le « Manifeste du groupe ouvrier du PC russe (bolchevik) », publié en traduction allemande par le KAPD. Traduction française de l'allemand, in *Invariance*, série II, n° 6, mai 1975.

En fait, pour Volodia Smirnov – comme pour d'ailleurs Otto Rühle[62] – le bolchevisme exprimait, tout comme Mussolini, Hitler, Ataturk, Roosevelt, une tendance universelle au capitalisme d'État. De telles thèses firent scandale jusque dans l'extrême gauche, et Smirnov fut exclu du groupe. Cependant une discussion extrêmement importante s'était ouverte sur cette question où s'affrontait Ciliga qui jugeait cette tendance capitaliste en Russie relativement progressiste «et Tiunov qui voyait en elle un phénomène purement parasitaire »[63].

Ciliga évoluait dans le même sens que ces tendances communistes de gauche. Après avoir démoli l'image de Trotsky, en qui il ne vit plus – suite à un rapport que lui fit un marin de Kronstadt sur la responsabilité de Trotsky dans les 10.000 fusillés et « disparus »[64] d'après mars 1921 par la Tchéka – qu'un oppresseur, il se mit à briser sa vénération pour Lénine. Bien qu'ayant une « place d'honneur dans le cœur des travailleurs et dans le panthéon de l'histoire », il était devenu « le porte-parole de la bureaucratie soviétique », en liquidant le socialisme dans le domaine économique. Finalement, «*Lénine avait ouvert la voie à Staline* ».

Au moment où Ciliga – avec Dragić – devaient quitter Verkhné-Ural'sk pour être déportés en Sibérie, se fondait en 1933 dans l'isolateur une « Fédération des communistes de gauche », forte de 20 à 25 membres, englobant le groupe ouvrier de Sergej Tiunov (1894-1956 ?), des décistes et quelques anciens trotskystes.

L'année 1933 s'était ouverte lourde de menaces, avec la venue de Hitler au pouvoir. La question d'une nouvelle internationale se posait avec la faillite du stalinisme en Allemagne. Les trotskystes de gauche, ignorant la nouvelle position de Trotsky, jugeaient que l'appel à la formation d'une Quatrième internationale était «un mot d'ordre prématuré et démagogique». Smirnov se prononçait pour la fusion des social-démocrates et des communistes. Tiunov, à la façon des communistes de gauche allemands et italiens, se prononçait énergiquement contre toute «réédition de la IIIe Internationale ». Ciliga, lui, soutenait par écrit que « l'union de deux cadavres (social-démocratie et stalinisme) ne produirait pas un corps vivant ».

Il y aurait beaucoup à dire encore sur les groupes politiques avec lesquels discuta Ciliga avant son départ de l'isolateur : les socialistes-révolutionnaires de gauche, partagés – selon lui – entre le trotskysme et le communisme de gauche (groupe de Kamkov); les anarchistes qui « incarnaient l'idéal chevaleresque », les Arméniens et les sionistes de gauche purement occupés par leur problème national respectif …

---

[62] Cf. Carl STEUERMANN (pseudonyme d'Otto RÜHLE), *La Crise mondiale ou vers le capitalisme d'État*, NRF, Paris, 1932.

[63] CILIGA, *op. cit.,* p. 285.

[64] L'historien trotskyste Jean-Jacques Marie, se basant sur des documents publiés à partir des archives russes, donne d'autres chiffres : « *Au total, 2.168 insurgés de Cronstadt (ou suspects de l'avoir été) ont été condamnés à mort et fusillés* » (*Cronstadt*, Fayard, Paris, p. 364.) L'historien Nicolas Werth donne à peu près les mêmes chiffres (in *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants (1900-1991)*, PUF, Paris, 2001, p. 179). Ces estimations ne tiennent néanmoins pas compte des exécutions qui purent se dérouler plus tard en toute discrétion dans des mouroirs inaccessibles comme les îles Solovki.

Le 18 mai 1933, donc, Ciliga quittait l'isolateur, sa détention ayant été gracieusement prolongée de deux ans par l'OGPU, avec l'acceptation du politburo du PC yougoslave. Rien n'y fit : grève de la faim, tentative de suicide, Ciliga fut déporté pendant presque 3 ans en Sibérie (Irkutsk, Ienisseisk, Krasnoïarsk), occupant une place d'économiste dans la banque, puis dans le trust forestier *Sevpolarles*. Toute son observation des conditions de vie, Ciliga les a largement racontées dans son livre (deuxième partie, publiée en français en 1949).

Ciliga, vers 1933, en rélégation sibérienne.

Il prit contact avec l'ambassade italienne à Moscou, par télégrammes, et fit jouer sa citoyenneté italienne. Il obtint, après moult efforts, un passeport italien. Avec l'aide de sa famille en Italie, et malgré une prolongation d'exil de 3 ans de séjour en Sibérie en 1935, Ciliga réussit à être expulsé d'URSS, en faisant jouer sa qualité d'étranger. Sans savoir jusqu'au dernier moment s'il allait être envoyé sur le cercle arctique, être fusillé, ou enfermé dans un camp, Ciliga se retrouve le 3 décembre 1935 à la descente du train russe à la frontière – en Pologne.

C'était la fin d'une odyssée au pays du grand mensonge, certainement la plus riche et la plus instructive par son analyse de la vie politique d'extrême gauche dans les prisons, camps de l'archipel du Goulag soviétique. Par contre, son camarade Stanko Dragić, homme éminemment combatif et courageux, après une tentative de fuite en 1934 vers la Pologne, disparut corps et âme dans les terribles Îles Solovki

(Соловéцкие острова́), « camps à destination spéciale » construits par la Tchéka en 1923[65].

Détenus du camp de Solovki - la «Guyane arctique » - vers 1933; devant eux les hommes de main du GPU-NKVD

V. – La seconde odyssée de Ciliga (1936-1945)

Bien entendu, tous les manuscrits, lettres, notes de Ciliga lui furent enlevés par les hommes du GPU, et dorment donc dans les archives de cet organisme.

Sans qu'il le reconnaisse dans ses mémoires et interviews, en passant par la Tchécoslovaquie, Ciliga prit contact avec deux militants trotskystes locaux : Vladislav Burian (1901- ?) et Jan Frankel (1906-1984)[66], et par ce biais avec Trotsky. Sans perdre de temps, quelques jours à peine après sa sortie d'URSS, Ciliga écrit à Trotsky, qui lui répond aussitôt[67], et au «Bulletin de l'opposition » en russe. Son témoignage est publié immédiatement en russe et en français par la presse troskyste. Il lance l'idée d'une aide matérielle et politique afin de venir en aide aux déportés et emprisonnés, « sous la pression des ouvriers européens et du mouvement démocratique ». Cette idée fut reprise par Trotsky dès décembre 1935 : il proposait de lancer un «comité Ciliga» pour la défense des communistes

[65] Karlo Štajner (1902-1992), un militant communiste yougoslave d'origine autrichienne, miraculeusement réchappé du système stalinien, a raconté son expérience tragique, en particulier aux îles Solovki et à Norilsk, où il a passé 7000 jours en « camps de travail » de 1937 à 1956. Vivant à Moscou où il était l'un des responsables de la maison d'édition du Komintern (de 1932 à 1937), il fut arrêté chez lui pendant la nuit, mais ne fut pas exécuté. Envoyé au goulag, il n'en sortit qu'en 1956, et put regagner la Yougoslavie et s'installer à Zagreb. Des 113 responsables du PC yougoslave installés en URSS seuls 13 survécurent. Cf. K. Štajner, *7000 jours en Sibérie*, Gallimard, Paris, 1983. (avec une préface de l'écrivain Danilo Kiš, originaire de Voïvodine).

[66]Voir notes de Pierre Broué (dir.), in L. TROTSKY, *Œuvres*, t. 8, EDI, Paris, 1980, p. 34. Par erreur l'éditeur donne comme année de naissance de Ciliga 1896, au lieu de 1898.

[67] TROTSKY, ibid., p. 34-36, lettre du 2 janvier 1936.

prisonniers politiques, suite aux importantes révélations faites par le communiste croate[68].

Mais les divergences avec le mouvement trotskyste s'étalèrent vite au grand jour. Ciliga suggérait un comité qui défende aussi bien les « bolcheviks-léninistes » que les «socialistes-révolutionnaires» et les mencheviks emprisonnés. Il notait d'ailleurs que, par rapport à l'Allemagne de Hitler, les trotskystes s'empressaient d'appeler à la lutte commune des social-démocrates avec les staliniens contre le fascisme. Trotsky refuse. Un bloc avec les mencheviks et « s.r. » à l'étranger serait nuisible, surtout parce qu'il prêterait le flanc aux attaques du stalinisme.

Installé à Paris fin janvier 1936, Ciliga publia des articles dans le *Bjulleten' oppozitsii* (organe trotskyste en russe édité à Paris, jusqu'en 1940). Cela dura jusqu'en mai, date à laquelle cessa la collaboration écrite. Ciliga avait commis le « crime » impardonnable d'envoyer aussi des articles à la revue menchevik de Dan à Paris *Sotsialističeskij Vestnik* («Le Messager socialiste»)[69], des articles qui étaient surtout informatifs.

Néanmoins, Ciliga, qui avait été à l'extrême gauche du trotskysme, pour se rallier finalement en 1933 à certaines positions de la Gauche communiste russe (Groupe ouvrier, décistes) s'en éloignait pour se rapprocher des positions social-démocrates, petit à petit. Ce n'était pas ses positions sur le capitalisme d'État qui faisaient de Ciliga un «menchevik» – comme il est affirmé par certains trotskystes qui assimilent la Gauche communiste internationaliste (qualifiée d'«ultragauche», voire de « capitaliste d'État »!) au menchevisme[70] – mais son esprit empreint d'idéalisme démocratique. Trotsky pouvait écrire, non sans raison, le 22 juin 1936, que Ciliga n'était pas marxiste, mais un élément « semi-libéral dans sa pensée, humanitaire, idéaliste, certainement très honnête dans son genre ». Mais il ajoutait aussi – ce qui était manifestement faux à la lecture du livre que Ciliga commençait à écrire toute l'année 1936 – que «même dans l'isolateur, il (était) resté ce qu'il avait toujours été : un démocrate idéaliste et exalté, qui, de stalinien qu'il était, (était) devenu antistalinien, mais pas marxiste pour autant »[71].

---

[68]Ibid., p. 54, 7 janvier 1936. Il faut noter que Ciliga n'était pas le seul à être sorti d'URSS en 1935. Arven Davtian, dit Tarov (1895-1943) avait donné son témoignage; il parlait de la « vie » à Verkhne-Ural'sk, des grèves de la faim, des « 450 » (?) bolcheviks-léninistes, et mentionnait l'activité de 3 tchèques, en fait Ciliga et ses amis. (*Bulletin d'information et de presse sur l'URSS* n° 1, janvier 1936, «D'une lettre de Tarov sur son évasion », p. 10-12; édité par le S.I. de la L.C.I. (b.-l.).)

[69]Articles de Ciliga : *Bjulleten' oppositsii*, n° 47, janvier 1936, « Stalinskie repressii v SSSR », p. 1-4; n° 48, février 1936, « v bor'be za vyezd iz SSSR », p. 11-12; n° 49, avril 1936, idem (suite), p. 7-12. Pour les articles de Ciliga dans le *Sotsialisticeskij vestnik*, en 1936 et 1937, cf. A. Liebich (éd.), *Tables de la revue russe «Le Messager socialiste» 1921-1963*, Paris, Institut d'études slaves, 1992.

[70]L'historien trotskyste P. Broué écrit par exemple, sans citer les positions du KAPD, de Korsch, Miasnikov, etc. – que « *la conception selon laquelle l'URSS était devenue un capitalisme d'État, qui était celle de Ciliga, était depuis longtemps celle des mencheviks*. » (Trotsky, *Œuvres* , t. 8, p. 65.)

[71] Lettre de Trotsky du 22 juin 1936, in *Œuvres*, tome 10, EDI, Paris, 1981, p. 123-125. Trotsky demanda que le Bulletin de l'opposition russe ne publie plus aucun texte de Ciliga, et cela malgré l'avis nuancé de son fils.

De fait, tout le travail de Ciliga était de faire connaître par tous les moyens son expérience dans les isolateurs et prisons russes, ce qui fut fait par la traduction du russe de son livre publiée par Gallimard au printemps 1938. Ce livre, publié en anglais à Londres en 1940, fut d'ailleurs saisi par la Gestapo en 1941[72].

Avant la guerre, l'itinéraire de Ciliga allait être contradictoire. Il vivait de sa plume; mais il écrivait aussi des articles pour le « Messager socialiste » en 1937[73], pour le journal libéral de Zagreb *Nova Evropa*[74], le journal *Novosti* de tendance gouvernementale, et même les syndicalistes-révolutionnaires de la *Révolution prolétarienne*[75], oscillant entre libéralisme, anarchisme, et nostalgie du pays croate. Toute cette activité dans la presse croate permit à l'organe du PCY, *Proleter*, de le dénoncer comme «espion fasciste»[76]

En été 1937, il se rendit dans son village natal d'Istrie, où il fut surveillé par la police fasciste. À son arrivée en Yougoslavie, il fut – prétend-t-il – arrêté et mis six mois en prison (en fait trois mois); selon lui à l'instigation des staliniens yougoslaves qui avaient infiltré la police politique, dont le chef était un communiste. Il put néanmoins regagner Paris, ce qui permit aux « titistes », dans un style purement stalinien, en 1952, de l'accuser d'avoir été dès la Russie un agent de l'OVRA de Mussolini[77].

---

[72]Cela valut à Ciliga la réputation « d'anglophilie ». Dans les années 70, il y eut une réédition en anglais.

[73] *Sotsialisticeskij Vestnik* n° 7/8, 27 avril 1937; n° 11, du 12 juin 1937. Dans le n° 7/8, Ciliga fit paraître les lettres envoyées au *Bjulleten' Bol'chevikov-lenintzev* (août 1936 et avril 1937). Il approuvait – et l'avait écrit – l'action des « communistes ultragauche », et était non un « bolchevik-léniniste » mais un « inorganisé ». Il voulait œuvrer à «*la création d'un front unique des communistes oppositionnels, des socialistes et anarchistes contre la terreur bureaucratique stalinienne* » (p. 24.) Cette position d'appel au front unique montrait, au contraire, un rejet très net des positions du communisme de gauche (Gauches communistes italienne et allemande), dont l'une des caractéristiques était le rejet de tout front unique, et dont il avait superficiellement adopté quelques principes dans son isolateur sibérien.

[74]*Nova Evropa* était un journal croate paraissant depuis le début des années 20, où s'exprimaient des «intellectuels» partisans de l'unité nationale yougoslave. En 1938, Ciliga envoya un article où il affirmait que la guerre ne se produirait pas sous peu. Cf. CILIGA, *Sam kroz Evropu u ratu*, Paris, 1954, p. 6.

[75]*La Révolution prolétarienne* n° 278, 10 septembre 1938, «L'insurrection de Cronstadt et la destinée de la Révolution russe ».

[76]Dans *Proleter* (1929-1942), organe du comité central du parti communiste yougoslave, Ciliga est de nombreuses fois dénoncé comme « trotskyste « et espion fasciste ». Cf. n° 2-3, mai-juin 1936; n°s 2, 3, 7, 10, et 13 de 1937; et n° 1-2, janvier-février 1938.

[77]Un prétendu « comité des journalistes yougoslaves en exil », affirma dans un tract en français (Paris, 22 avril 1952) que «pendant que (Ciliga) se trouvait en Russie soviétique, il fut exclu du parti (yougoslave) sous la double accusation d'avoir appartenu au groupe trotskyste et d'avoir servi la police secrète yougoslave. Jeté en prison par les Soviets, il s'en était tiré par le consul italien à Moscou en 1937. Par quel marchandage avait réussi le consul italien à libérer Ciliga, c'est un secret encore gardé par le Kremlin. Une fois libéré, Ciliga entra en Yougoslavie où il a vécu sous la protection de la police. Ensuite, il s'installa en Italie et faisait la navette entre Rome et Paris, comme

Il faut cependant souligner qu'en 1936 et 1937 Ciliga obtint constamment le renouvellement de son passeport italien. Cela permit au journaliste croate Ivo Baljkas (1892-1977) – en fait membre clandestin du PC yougoslave –, dans la revue *Kultura* (1er septembre 1937), d'accuser Ciliga d'être au service et à la solde du gouvernement et de la police fascistes. En fait, selon les rapports de police, Ciliga interrogé le 17 août 1937 à la questure de Pola se contenta de relater son odyssée, tout en assurant que restant socialisant, il n'était inscrit à aucun parti. En septembre 1937, l'ambassade d'Italie devait constater que Ciliga était de « sentiments antifascistes sans pourtant mener de propagande »[78]. Le 21 décembre, il quittait l'Italie pour la France, où l'OVRA fasciste note tous ses changements de domicile et de profession : il enseigne l'allemand à l'école commerciale Pigier de Saint-Maur (actuel département du Val-de-Marne) et fréquente en qualité d'étudiant les cours de russe des Langues orientales à Paris.

En 1938, Ciliga était déjà en contact – alors qu'il écrivait la deuxième partie de son livre – avec les «syndicalistes révolutionnaires» de la *Révolution prolétarienne*. En même temps que Victor Serge, Ciliga mena campagne contre Trotsky à propos de son rôle dans la répression des marins insurgés de Kronstadt. Ceux-ci étaient présentés par Trotsky comme « *des éléments complètement démoralisés, des hommes qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon de souteneurs* ». Tout en se défendant d'avoir participé directement à la répression, et en la minimisant, Trotsky l'approuvait pleinement[79]. Pour Ciliga, qui restait encore fidèle à certaines positions du communisme de gauche, «*la répression de Kronstadt, la suppression de la démocratie ouvrière et soviétique par le Xe congrès du parti communiste russe, l'élimination du prolétariat de la gestion de l'industrie, l'introduction de la NEP signifiaient déjà la mort de la révolution.* » Il ne resta plus que l'alliance du capitalisme d'État et du capitalisme privé[80]. Ciliga il est vrai tenait ses renseignements de première main d'un marin communiste insurgé qu'il rencontra dans la prison de Léningrad en 1930, comme il le rapporte dans son livre *Au pays du grand mensonge*.

En 1939, à la veille de la guerre mondiale, Ciliga s'intégra dans le cercle de discussion fondé par les Allemands Arkadij Maslov, Ruth Fischer, les Russes Gabriel Miasnikov – ancien dirigeant du Groupe ouvrier qui vivait en France depuis 1929 –, et la «menchevik de gauche» Vera Aleksandrova (1895-1966), critique littéraire du *Sotsialisticeskij vestnik* (« Messager socialiste », menchevik de Paris). Un cercle où régnait un grand déboussolement : Arkadij Maslov était

---

agent de l'OVRA (police politique de Mussolini) ». La clef de ce tract (BDIC, Nanterre, Q pièce 7230) se trouve peut-être dans la conclusion : « (Ciliga calomnie) les Serbes et la religion orthodoxe ».

[78]Le dossier politique de Ciliga à Rome établi par l'OVRA (Archivio Centrale di Stato, ACS CPC 1342) le désigne comme «*attentator*» et «*comunista pericoloso*». Un rapport de police note qu'il fit condamner en juin 1939 un journal stalinien français l'accusant d'être à la solde de Goebbels.

[79] « ... Je prends la pleine et entière responsabilité de la répression de la révolte de Kronstadt ». Texte de Trotsky, in *Quatrième internationale*, août 1938. Repris dans le livre : V. SERGE et L. TROTSKY, *La lutte contre le stalinisme*, textes présentés par Michel DREYFUS, Maspéro, Paris, 1977, p. 213-216.

[80]Réédition Allia, Paris, 1983; citation p. 16-17. En anglais, *The Kronstadt Revolt*, Freedom Press, London, 1942.

pessimiste sur le prolétariat allemand, atteint de « provincialisme ». Miasnikov, une «énergie volcanique» et un «génial autodidacte» versait progressivement dans le «patriotisme soviétique» à partir de la guerre avec la Finlande[81].

Au moment de la débâcle de 1940, Ruth Fischer et Arkadij Maslov réussirent à quitter la France pour le continent américain. Ciliga se posait la question de s'embarquer de France pour les USA, ou de rester dans ce pays, pour « faire un voyage circulaire à travers l'Europe en guerre, pour voir de (ses) propres yeux les aspects de la crise et de la décadence du continent européen »[82].

À cette époque, Ciliga avait déjà abandonné toute référence au mouvement marxiste et prolétarien. Influencé, selon ses dires, par Keynes et Spengler, il estimait que la révolution appartenait à un passé révolu, que l'Europe entrée en décadence laisserait place nette à « l'ambition du Kremlin de coloniser l'Europe »[83].

Ayant fini son livre sur la *Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation*, en août 1941, Ciliga – comme Ulysse – retournait dans sa «patrie» croate, animé en fait par un patriotisme qui ne l'avait guère quitté depuis sa jeunesse.

Ciliga fit le voyage Paris-Zagreb, via Turin, Trieste, Pola en Istrie – où il séjourna deux mois dans sa maison familiale –, puis passa par Raguse pour se rendre en Bosnie-Herzégovine, puis de là en Croatie, où il arriva en décembre 1941[84].

Pour la compréhension de l'odyssée de Ciliga, et pour répondre point par point aux accusations calomnieuses qu'il subit au temps de Tito, il est nécessaire de rappeler certains faits historiques.

Après l'invasion de la Yougoslavie en avril 1941 par les armées de Hitler, les émissaires allemands à Zagreb avaient voulu installer Vladimir Maček, président du Parti paysan croate (HSS), et ancien vice-président du gouvernement renversé par le coup d'État pro-Alliés du 27 mars – et qui avait décidé l'alliance avec Hitler et Mussolini. Mais il avait refusé de devenir chef de l'État croate que voulait créer le IIIe Reich après le démembrement de la Yougoslavie. Aussi le choix de l'Allemagne s'était orienté vers le mouvement oustacha, dont le chef à Zagreb le colonel Kvaternik (1878-1947) proclama à la radio (10 avril 1941) la création de l'État indépendant de Croatie (*Nezavisna Država Hrvatska*, ou N.D.H.) et sa prise de pouvoir au nom du *poglavnik* (chef) Ante Pavelić. Il est intéressant de noter que Maček du Parti paysan donna son appui et appela à collaborer avec le nouveau gouvernement.

Réfugié en Italie, le chef des oustachi – moyennant promesse faite à Mussolini de lui céder la Dalmatie – put rentrer à Zagreb le 15 avril avec ses hommes de main.

---

[81] CILIGA, *Sam kroz Evropu u ratu*, 1954, p. 13-20, sur Miasnikov. La revue de Maslov, janv. 1939, n° 1 – *Cahiers d'Europe – Europäische Monatshefte* – publia un texte de Ciliga, « Les maîtres du Pays », p. 29-33.

[82] Autobiographie, p. 14.

[83] Ibidem, p. 14.

[84] *Sam kroz Europu u ratu*, Rome, 1978, partie II, « u balkanskom vrtlogu : tri godine u NDH ».

Allié de l'Axe, il déclara aussitôt la guerre à la Grande-Bretagne, puis plus tard à l'URSS et aux USA. En échange de son comportement, l'Allemagne consentit à donner à la Croatie la Bosnie-Herzégovine, tandis qu'elle installait un gouvernement fantoche en Serbie, que l'Italie partageait la Slovénie avec le Reich; qu'enfin la Bulgarie recevait la plus grande partie de la Macédoine, et la Hongrie la Voïvodine avec sa minorité hongroise.

Pavelić s'assura aussi de la bienveillance « spirituelle » du pape Pie XII. Le 18 mai 1941, il fut reçu, en audience privée, par «Sa Sainteté », qui le soutint dans son projet d'offrir la « couronne de Croatie » au roi d'Italie. Mais celui-ci la refusa et autorisa le duc de Spolète, son neveu, à la prendre, sous le nom de Tomislav II, avec toute la bénédiction papale. Couronne toute virtuelle, puisque le « roi de Croatie » ne mit jamais les pieds dans ce pays…

Le régime oustacha quelques jours à peine après son installation décida d'entreprendre une «purification ethnique», dirigée contre les 2 millions de Serbes de son État (contre 3,3 millions de Croates et 700.000 «musulmans» bosniaques). Ce fut d'abord une mise hors la loi de tous les Juifs de Croatie qui durent porter l'étoile jaune; puis vint le tour des Orthodoxes Serbes qui furent assujettis à un port de brassard portant la lettre P (*Pravoslavac* = Orthodoxe). L'usage public et privé de l'écriture cyrillique fut interdit, même sur les monuments funéraires. L'inscription : « *Entrée interdite aux Serbes, aux Juifs, aux nomades et aux chiens.* » apparut dans tous les lieux publics. Serbes, Juifs et Tziganes proclamés «races inférieures » étaient clairement menacés d'extermination.

Le résultat fut une terreur sans nom : entre 300.000 et 700.000 Serbes massacrés directement ou dans des camps de la mort; 30.000 Juifs exterminés; des tribunaux d'exception dont les sentences de mort étaient exécutoires dans les 3 heures. Ces massacres vont durer jusqu'à l'été 42, avec la bénédiction de l'Église catholique et des Franciscains croates, qui voyaient comme du «pain béni » la conversion forcée d'une partie des Serbes qui n'avaient pas été massacrés[85].

La Dalmatie nouvellement italienne devint une terre d'asile pour les Serbes, Croates persécutés; mais aussi pour les *četnici* (tchetniks) serbes, parfois alliés aux Italiens pour leur zèle dans la lutte contre les partisans de Tito, et qui vont à leur tour massacrer des Croates de Dalmatie. Devant le succès de la propagande stalinienne et du mouvement partisan chez les ouvriers, paysans serbes et croates de Croatie,

[85] Pour le cadre des événements : Ladislaus HORY et Martin BROSZAT, *Der Kroatische Ustacha-Staat (1941-1945),* Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, Nr. 8, Stuttgart, 1964; K. MENEGHELLO-DINCIĆ, «L'État «oustacha» de Croatie (1941-1945)», *Revue d'histoire de la IIe Guerre mondiale* n° 74, avril 1966; Fikreta JELIĆ–BUTIĆ, *Ustase i Nezavisna Država Hrvatska 1941-1945*, Zagreb, 1977. Pour le rôle (peu reluisant) du Vatican et de l'Église catholique, cf. Hervé LAURIERE – pseudonyme de Branko Miljuš, ancien ministre radical serbe du gouvernement royal de Yougoslavie (février 1939-mars 1941), réfugié à Paris : *Assassins au nom de Dieu*, « La Vigie », Paris, 1951.

l'Italie et l'Allemagne mirent un frein, par pur intérêt, aux massacres de Serbes orthodoxes[86].

C'est dans ces conditions que à peine arrivé à Zagreb, via la Bosnie-Herzégovine, – non pas comme compagnon de Pavelić, comme le soutint la propagande titiste[87]. Ciliga fut mis en prison sur un mandat d'arrêt émanant de l'ancienne Yougoslavie. Selon lui derrière cette arrestation il y avait la main de Tito, dont les agents auraient infiltré tout l'appareil policier du mouvement oustacha; les staliniens suggérèrent à la police que Ciliga «était le représentant politique de Moscou pour la Yougoslavie et que Tito n'était qu'un spécialiste militaire de la guérilla »[88].

Selon la police de Mussolini en Croatie, Ciliga a été arrêté le 19 juin 1942 à Sisak par les hommes de Pavelić, sur soupçon «d'espionnage en faveur de l'Italie», comme indiqué dans son dossier de Zagreb[89].

Au terme de sa détention, où il a une brève conversation avec Pavelić, qui visite la prison, et à qui il explique qu'il n'est plus communiste[90], il est envoyé fin juin 1942 dans le terrible camp d'extermination de Jasenovac[91], porteur d'une condamnation à mort assortie d'un délai. Ciliga racontera son expérience de mort en sursis dans un livre de souvenirs paru à Rome en 1978[92].

Mais, comme il l'avoue lui-même, Ciliga ne dut son salut qu'à sa réputation d'anglophile. En effet, la défaite de Stalingrad avait ébranlé l'État oustacha. Il s'était formé une conspiration des ministres de l'intérieur et de la défense pour faire

---

[86] Sur le 1,7 million de tués de la guerre, les deux tiers ont été victimes d'autres Yougoslaves. Pour la Dalmatie devenue italienne, voir Oddone TALPO, *Dalmazia; una cronaca per la storia (1941-1944),* Stato Maggiore dell'Esercito – Ufficio storico, Rome, 1985. Il ressortait des rapports allemands que les 40.000 cheminots de Croatie étaient pro-communistes, que les paysans (80 % de la population) étaient hostiles au régime oustacha; que les « musulmans » de Bosnie – la « fleur de la nation croate » selon Pavelić – étaient gagnés au « partisianisme » de Tito.

[87] Le même tract (1952) déjà cité supra affirma que Ciliga «suivit Pavelić pendant sa marche triomphale» vers la Croatie. Ce qui est vrai c'est qu'un homonyme de Ciliga, vétérinaire, « faisait partie de l'équipe de Pavelić ». Peut-être s'agissait-il de l'oncle de Ciliga, qui était inspecteur vétérinaire à Mostar. Cf. aussi les Mémoires d'un ancien haut fonctionnaire de l'État oustacha : V. VRANCIĆ, *Branili smo Državu* (« Nous avons défendu l'État » (sic), index tome II, Knjižnica Hrvatske Revije, Barcelone–Munich, 1985. Autre homonymie, celle d'Ante Pavelić : le membre de la Coalition serbo-croate de 1919, qui constitue le gouvernement provisoire des provinces slaves du sud, du même nom (1869-1938), ne doit pas être confondu avec le chef du mouvement oustacha (1889-1959).

[88] «Autobiographie», p. 15.

[89] Rapport de « l'ufficio dell'ispettore di P.S. in Croazia » du premier octobre 1942 (in CPC 1342, Ciliga, Archivio dello Stato, Roma).

[90] Cette version se trouve dans l'interview de Ciliga, menée par *L'Umana Avventura* n° 9, janvier 1980, p. 38.

[91] Cf. R. TRIVUNCIĆ *Jacenovac i jasenovački logori* («Jacenovac et les camps de Jacenovac»), Jacenovac, 1974.

[92] Voir : *Sam kroz Europu u ratu*, Rome, 1978 : 6e chapitre, intitulé «Jasenovac : les gens face à la mort ». Ce chapitre a été publié sous forme de livre séparé : Ante Ciliga, *Jasenovac : Ljudi pred licem Smrti*, Naklada Pavičić, Zagreb, 2011.

passer l'État croate dans le camp des Alliés, exactement comme pour l'Italie fasciste en 1943. Ils attendaient – et même Pavelić, semble-t-il, qui avait pris contact avec l'URSS et les Britanniques – un débarquement allié en Dalmatie, pour passer définitivement dans l'autre camp.

Grâce à ces interventions en haut lieu, Ciliga fut libéré le premier janvier 1943 du camp. Était-ce grâce à l'archevêque Aloys Stepinac, comme le prétendit la propagande titiste, et dans le but de glorifier l'État croate dans différentes publications?[93].

La police italienne note avec un certain dégoût que Ciliga s'est trouvé brusquement promu dans l'État oustacha. Il est logé à la maison des employés d'État à Zagreb. Comme journaliste, il est nommé chef de la section du journalisme croate près le ministère des affaires étrangères[94], un poste qui témoignait incontestablement une haute confiance de la part de l'État oustacha, et d'une non moins grande compromission avec le parti oustacha. Qu'il s'en soit défendu plus tard, acculé dans ses retranchements, en faisant une «distinction» entre l'État croate et les oustachi, ne peut dissimuler cette collaboration.

Quoiqu'en disent ses thuriféraires, il est certain que Ciliga à cette époque – alors qu'il se présentait comme tel dans ses livres sur la Russie – n'était plus ni marxiste ni internationaliste, mais un nationaliste croate, apparemment pro-Alliés, navigant dans les eaux fétides de l'Oustacha.

---

[93] Le tract déjà cité affirme que c'est la Gestapo qui demanda l'arrestation de Ciliga comme agent de l'OVRA, et que l'archevêque de Zagreb, Stepinac, le fit sortir de prison (alors que Ciliga était dans un camp d'extermination). Entres autres choses, Ciliga est dénoncé par le mystérieux «comité des journalistes yougoslaves » comme «l'éditorialiste des journaux oustachi *Spremnost* (imitation du journal *Das Reich* de Goebbels) et *Hrvatski Narod*»; qu'à partir de févier 1943 «il n'a cessé de glorifier la participation de «l'État indépendant croate» dans les efforts de guerre contre les Alliés et les maquisards yougoslaves». Ce qui est sûr, c'est que l'ambiguïté politique de Ciliga pendant la guerre a donné matière à de telles accusations.

Quant à l'archevêque Aloys Stepinac – devenu cardinal en 1956, alors que Tito l'avait emprisonné en 1946 pour 16 années – il eut une attitude équivoque de collaboration avec le régime oustacha, mais apporta néanmoins son aide individuelle à des Serbes, Juifs, Croates persécutés. Courageusement, il déclara lors d'une homélie, le 24 octobre 1942 : « *Tous les hommes et toutes les races sont des enfants de Dieu; tous sans distinction. Ceux qui sont Gitans, Noirs, Européens ou Aryens ont le même droit de dire 'Notre père qui êtes aux cieux'. Pour cette raison, l'Église catholique a toujours condamné, et condamne toujours, toute injustice et violence au nom des théories de classe, de race ou de nationalité. Il n'est pas possible de persécuter les Gitans et les Juifs parce qu'ils sont supposés être de race inférieure* ». Cet acte d'humanité lui valut d'être béatifié par Jean-Paul II en octobre 1998.

Il n'en fut pas de même pour l'archevêque de Sarajevo, Ivan Šarić (1871-1960), ouvertement oustacha, surnommé par ses ennemis «le bourreau des Serbes ». Il put échapper au châtiment suprême en s'enfuyant d'abord en Autriche, puis à Madrid, grâce au soutien de l'Église catholique. Il eut alors le loisir de faire une nouvelle traduction en croate du Nouveau Testament et d'exalter les vertus du pape Pie XII.

[94]Rapporto dell'ufficio dell'ispettore generale di polizia in Croazia, dirigente della XI zona OVRA, Zagreb, 19 février 1943 (in ACS CPC 1342, déjà cité).

Il est certain que Ciliga publia beaucoup à Zagreb pendant toute l'année 1943 et jusqu'à l'été 1944. Il écrivit pour la revue catholique, destinée aux «intellectuels», *Spremnost* (« Préparation »). Ses articles portaient sur son expérience en Russie[95]. En l'absence d'un accès direct aux archives croates, il est difficile de se rendre compte des positions défendues par Ciliga sur d'autres questions, sinon indirectement. Ainsi, par exemple, le 19 septembre 1943, dans *Spremnost*, il publiait un article où, après la débâcle italienne, il appelait à l'intégration de l'Istrie dans l'État oustacha, « *pour la restauration et le renforcement des positions politiques et culturelles oustachi en Istrie* »[96].

Il n'est pas étonnant qu'avec de tels sentiments nationalistes, Ciliga – à l'occasion de l'édition en croate en 1943 de son odyssée en Russie[97], soit crédité d'une préface élogieuse de l'oustacha Seitz, qui le compare «flatteusement» à… Jacques Doriot.

Qu'il ait écrit aussi dans l'organe officieux de l'État oustacha *Hrvatski narod* («Peuple croate »), comme ses adversaires titistes l'en accusent[98], cela est vrai. Là-dessus, comme sur certains articles de *Spremnost*, Ciliga garda un silence total dans ses mémoires et interviews.

Est publié par lui, en 1944, en « dialecte d'Istrie » (*sic*) ses récits sur son odyssée en Istrie et dans le camp de concentration de Jasenovac. Sur ce dernier point, le témoignage de Ciliga semble peu fiable et même révéler des sentiments antisémites. Selon lui, les juifs, dans le camp de Jasenovac, jouissaient d'une position privilégiée, assistaient même les oustachi, en supervisant la sélection des détenus; participant aux exécutions et s'acharnant – comme les oustachi – sur les Serbes et les tsiganes, présentés comme des «concurrents» des juifs dans le contrôle du camp. Cette «vision» des faits n'est pas sans avoir conforté une vision «révisionniste» de l'histoire croate, largement propagée par son général-président Franjo Tudjman (1922-1999)[99].

---

[95]Ante CILIGA, *Deset godina u Sovjetskoi Rusiji* («Dix ans en Russie soviétique»), Zagreb, 1943; recueil d'articles réimprimés de la revue *Spremnost*. Le premier article fut publié le 14 février 1943 sous le titre « 10 années au milieu des bolcheviks ». La police fasciste – dans son rapport du 19 février 1943 sur Ciliga – définit la revue *Spremnost* comme un «organe officiel du mouvement oustacha». Celle-ci parut du début de l'année 1942 jusqu'à la chute du régime oustacha en mai 1945.

[96] Citation extraite du livre de JELIĆ–BUTIĆ *op. cit.,* p. 273.

[97] La préface de la brochure de 1943, *10 godina u S.S.S.R.*, écrite par Aleksandar Seitz (1912-1981), encensait Ciliga comme un « intellectuel croate » en « lutte contre le bolchevisme ».

[98] *Hrvatski Narod* était un quotidien grand public paraissant deux fois par jour. Comme tous les autres journaux, il était étroitement contrôlé par le nouveau pouvoir oustacha.

[99]CILIGA, *Storice iz prostine* – sur son itinéraire en 1941-1942 à travers Dalmatie, Bosnie et Croatie – éditions Matica Hrvatska, Zagreb, 1944 (Mentionné par Ciliga.). Ciliga dans un témoignage sur Jasenovac (voir *supra* note 87), affirma qu'à un certain moment les « juifs » dirigèrent le camp avant d'être «éliminés par les tziganes». Cette assertion a été utilisée par le général-président Franjo Tudjman dans son livre paru en 1990 sur la « Désolation de la réalité historique », dans un sens antisémite. Tudjman fit par la suite (le 10 février 1994) des excuses publiques à la communauté juive, devant les réactions internationales, et s'engagea à retirer les passages litigieux de l'édition anglaise de son livre. Voir Franjo TUDJMAN, *Bespuća povijesne zbiljnosti. Rasprava o povijesti i filozofiji*

Vers le printemps 1944, Ciliga décida de quitter Zagreb, et de partir pour l'Autriche et l'Allemagne pour étudier «les rapports complexes qui existaient entre Hitler et le peuple allemand »[100] En fait, la situation devenait délicate pour lui. On le croyait au service de quelque gouvernement ou service secret, soit anglais, soit russe. D'autre part, en été 1944, avec le débarquement en Normandie, Pavelić se rendit compte que le lieu du débarquement ne serait plus la Dalmatie. Aussi ne pouvait-il plus tolérer une tendance pro-Alliés dans son gouvernement. L'opposition anglophile – les deux ministres Mladen Lorković (1909-1945) et Ante Vokić (1909-1945) furent fusillés – fut impitoyablement décapitée en septembre 1944 après l'attentat contre Hitler.

Paradoxalement, selon Ciliga, parce qu'on le croyait un agent pro-Alliés, il put obtenir un visa pour Vienne. Il avait d'abord refusé en mai 1944 de faire partie d'une délégation croate pour participer au congrès européen antibolchevik que Goebbels préparait à Vienne. Moyennant quoi, pour la circonstance, Ciliga avait été nommé professeur d'histoire et de sociologie à l'université de Zagreb[101].

En même temps, par deux fois, il fut invité – écrit-il – à passer dans les rangs des partisans de Tito, qui de fait contrôlaient toute la Dalmatie et les campagnes croates. Il refusa par crainte, dit-il, d'un piège où il serait arrêté par la police oustacha, sur dénonciation des « titistes », et exécuté.

En fait, il put quitter Zagreb pour Vienne grâce – affirme-t-il – « au chef de la Gestapo locale », « *Konrad Klaser* » [Kurt Koppel][102], un ancien communiste autrichien, qui s'intéressait particulièrement à lui. Il se révéla, toujours d'après lui, que *Klaser* était un agent de Tito, qui passa chez les « titistes » en mai 1945, et fut liquidé en 1948 comme kominformiste pro-URSS. Cette « taupe » de Tito croyait que Ciliga était un «agent communiste » comme lui, en fait un agent double.

---

zlosilja, «Nakladni zavod Matice Hrvatske», Zagreb, 1990, p. 318-320. Tudjman prétend que le régime de Pavelić avait une politique «philosémite» (sic) et minimise considérablement le nombre des victimes de Jasenovac.

[100] CILIGA, *Sam kroz Europu u ratu,* 1978, Rome; 3e partie, «u Becu, Berlinu i Bavarskoj».

[101] CILIGA, *Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito*, p.145. Ciliga refusa, écrit-il, de partir pour ce congrès. Il raconte qu'après septembre 1944, lors de l'épuration de l'État oustacha, il fut recherché à Zagreb par la Gestapo. Quant au tract mentionné, il affirmait que «Ciliga fut nommé attaché culturel de l'État indépendant croate à Berlin où il resta jusqu'à la défaite de Hitler».

[102]CILIGA, *Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito*, p.144-145. Cf. aussi son Autobiographie, p. 16. En fait, la prétendue « taupe » de Tito était Kurt Koppel (1915- ?), ancien responsable de la Jeunesse communiste (Kommunistischer Jugendverband), qui – bien que Juif – devint un agent infiltré de la Gestapo après l'Anschluss, tant en Espagne dans le camp républicain qu'en Autriche, toujours considéré comme un responsable communiste. Ses pseudonymes étaient : „*Peter*", „*Konrad Klaser*" ou „*Ossi*". Selon le Centre d'archives de la Résistance autrichienne (DÖW), il disparut dans la nature en 1946, avec femme et enfant, recherché par la justice, migrant vers l'Angleterre, puis l'Égypte et la Palestine. Cf. http://www.doew.at/frames.php?/gestapo-opfer/7/7_2.html (DÖW, Wien). http://david.juden.at/kulturzeitschrift/44-49/Main%20frame_Artikel48_Arbeitsweise.htm. Voir aussi Diana Carmen Albu, „Die Arbeitsweise der Denunzianten des Nachrichtenreferats der Wiener Gestapoleitstelle am Beispiel dreier Biographien", http://david.juden.at/kulturzeitschrift/44-49/Main%20frame_Artikel48_Arbeitsweise.htm

De juillet 1944 à février 1945, Ciliga voyagea avec le visa accordé à Vienne et à Berlin, notant l'atmosphère régnant dans les deux pays. La fin de la guerre le trouva en Suisse, après un séjour en Bavière, où il rencontra les troupes américaines. Bien lui en prit : les «titistes» massacrèrent à Bleiburg environ 50.000 oustachi ou prétendus tels, en mai 1945. Après 1948, ce fut le tour des kominformistes staliniens de connaître les camps et la mort dans les îles dalmates (Goli Otok), se pliant à une «rééducation» titiste tout aussi stalinienne, agrémentée de tortures et d'humiliations.

VI. – « Janus à double face » (1945-1992)

Après la guerre mondiale, Ciliga va passer tout le reste de sa vie entre Paris, où il habite quelques années, et Rome. Il se fera connaître en France, Italie, et d'autres pays autant par la réédition de son livre sur «le grand mensonge» et par sa brochure sur Lénine[103] que par ses livres sur la Yougoslavie. On peut citer : *La Yougoslavie sous la menace intérieure et extérieure*, en 1951[104]; *La Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito* en 1972, et enfin seulement en italien *Il Labirinto jugoslavo*[105] en 1983. Ce dernier livre est le dernier publié de son vivant sur ce sujet.

Ce très fort intérêt pour les problèmes de la Yougoslavie édifiée par Tito se traduisait en fait par tout un engagement dans le mouvement nationaliste croate, dans son « aile gauche ». À la fin de sa vie – en 1983 – Ciliga écrivait que par antistalinisme « *il n'a cessé de soutenir la politique extérieure de Tito en critiquant toujours d'avantage sa politique intérieure* » dans le problème des nationalités[106].

De fait, dans l'immédiat après-guerre, Ciliga ne cesse d'avoir de Paris une activité orientée vers l'Istrie, où il se rend (il y avait une garnison alliée, dans cette zone qui ne devint yougoslave que fin 1947) plusieurs fois, et manque d'être enlevé plusieurs fois par la police de Tito; mais cela échoue car, dit-il, il avait des amis « parmi les partisans et dans la police politique de Tito »[107].

Au début des années 50, installé à Paris, Ciliga écrit en français un livre hostile à Tito, déjà mentionné plus haut, et qui lui vaut une nouvelle tentative d'enlèvement. En fait, la littérature publiée par lui en « serbo-croate » prend une tonalité nettement nationaliste croate, anti-Serbes. Ciliga pose la question «*jusqu'à quand le peuple croate gémira-t-il sous le joug serbe?*»[108]. Auparavant, il se demandait, sérieusement,

---

[103] A. CILIGA, *Lénine et la Révolution*, Cahiers mensuels Spartacus, Paris, janvier 1948. Sans doute écrit en 1938.

[104] Éditions des Îles d'Or, 1952, et non pas 1950, comme indiqué dans son autobiographie.

[105] Edizioni Jaca Book, Milan, 1983.

[106] CILIGA, *Autobiographie*, p. 17.

[107] *Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito*, p. 146.

[108] A. CILIGA, *Dokle ce hrvatski narod stenjati pod srpskim jarmom?* En sous-titre : «Diskusija o suvremenim problemina hrvatske politike», Paris, Noël 1952.

dans la revue syndicaliste-révolutionnaire *La Révolution prolétarienne* si Tito résoudrait le problème national par l'égalité réelle « entre tous les Slaves du Sud », et quel serait « le vrai grand homme politique *de notre pays* »[109]. En 1952, il semblait l'avoir trouvé, avec des critiques, dans le chef du parti paysan croate (HSS), Vladko Maček, exilé aux USA[110], à qui il proposait de contribuer à la « libération du peuple croate » et de prendre la direction d'un comité pan-balkanique[111].

Cette insertion dans l'immigration croate – très composite – lui valut d'être édité jusqu'en Argentine dans une revue politico-culturelle, d'ailleurs largement ouverte aux courants oustachi, *Hrvatska Revija. – La Revista croata*, publiée à Buenos Aires[112], où s'était réfugié Ante Pavelić, dont le régime de Tito réclamait l'extradition. Il est très caractéristique que Ciliga s'opposa toujours à cette extradition, se gardant bien de critiquer l'Oustacha publiquement avant le milieu des années 50.

Installé à Rome vers le milieu des années 50, Ciliga va s'affirmer dans l'émigration croate comme un homme politique, de tendance social-démocrate, publiant ses propres publications. Au nom du Conseil national croate *(Hrvatski narodni odbor),* dont la base est en Allemagne sous la houlette de Ivan Jelić , il publia de 1958 à 1960 un bulletin : *Bilten Hrvatskog Narodnog Odbora u Italiji*[113]. Par la suite, ce dernier est remplacé par un Bulletin de l'Action démocratique et sociale croate *(Bilten Hrvatske Demokratske i Socjalne Akcije)* de 1961 à 1973. Dans ce dernier

---

[109] A. CILIGA, « Les Slaves du Sud déchirés entre l'Est et l'Ouest », in *Révolution prolétarienne*, novembre 1950. Il affirmait aussi que « la crise de l'hégémonie serbe est le noyau central de la situation yougoslave actuelle » (Souligné par Ciliga lui-même.)

[110] Vladko MAČEK (1879-1964) a laissé des mémoires en langue anglaise : *In the Struggle for freedom*, New York, 1957.

[111] CILIGA, *Dokle ce hrvatski narod stenjati pod srpskim jarmom*, déjà cité, p. 81. On doit noter que, dans cette brochure se trouvaient des formulations plus que douteuses sur le mouvement oustacha. Tout en soulignant que la politique de Pavelić avait mené à la catastrophe, par un «*irréel chauvinisme anti-serbe* » – mais s'agissait-il de simple « chauvinisme » dans le cas du massacre de 600.000 Serbes? – et «l'asservissement à l'Italie et à l'Allemagne », il « concluait » : « *Malgré tout cela, Pavelić et les oustachi ont accompli un rôle fondamentalement positif dans l'histoire du peuple croate* ». (p. 40.) Sans doute l'édification d'un « État croate » ... Ici, Ciliga ne pouvait pousser plus loin la compromission avec les oustachi.

[112] A. CILIGA, «Nacionalizam i komunizam u hrvatskosrpskom sporu» («Nationalisme et communisme dans le différend serbo-croate »), in *Hrvatska Revija*, n° 4, mars 1951, Buenos Aires, p. 365-396. Cet article était le même que celui qui était paru dans le journal romain *Libertà*, en mars, en feuilleton. La revue était dirigée par Antun Bonifacić (1901-1986) et Vinko Nikolić (1912-1997), issus du mouvement oustacha.

[113] Pour s'y retrouver un peu dans la nébuleuse d'une émigration croate qui va de l'extrême droite oustacha au national-communisme pro-Moscou, lire Stephen CLISSOLD, «Croat Separatism: Nationalism, Dissidence and Terrorism», n° 103, janvier 1979 de *Conflict Studies*, revue britannique. Pour la description de la presse croate émigrée, sur tous les continents, cf. *Hrvatska Revija*, «Jubilarni Zbornik 1951-1975 », Munich-Barcelone, 1976, p. 358-369. Ivan Jelić éditait un *H.N.O. Bulletin* à Munich. Son frère, Branko Jelić – qui éditait *Hrvatska Država* était par contre pro-soviétique, appelant à l'indépendance de la Croatie moyennant la cession de bases à l'URSS en Adriatique.

organisme social-démocrate (HDSA), Ciliga n'est pas un simple contributeur; il en est officiellement le secrétaire politique[114].

Le développement d'une forte émigration yougoslave particulièrement croate, puis les événements mêmes de Yougoslavie, à la fin des années 60 et au début des années 70, vont lui donner une place grandissante et une reconnaissance politique dans ce milieu fortement marqué par le nationalisme.

Ainsi, en 1960 moins de 10.000 ouvriers yougoslaves étaient employés en RFA (Allemagne de l'Ouest); en 1972, ils étaient 400.000, et 640.000 en 1976. Beaucoup d'autres émigrèrent en Australie, Canada, USA, et même en Suède et suisse. Une majorité d'entre eux était croate. Il s'ensuivit une prolifération de groupes nationalistes de la gauche stalinienne à l'extrême droite oustacha, de sociétés – par exemple 100 pour 43.000 Yougoslaves en Suède! – et de revues (plus de 80 revues mensuelles croates à travers le monde)[115].

D'autre part en 1971 se produisait – ce que de façon typique Ciliga nomme «le printemps croate» – des manifestations étudiantes à Zagreb, avec drapeaux et slogans croates. Celles-ci étaient soutenues par le PC de Croatie qui avait d'ailleurs des contacts avec l'émigration nationaliste croate, oustachi inclus. La raison profonde en était que la bourgeoisie croate était fort mécontente de l'État fédéral : celui-ci obtenait un tiers des devises par la Croatie, qui n'en recevait que le dixième. Une purge sévère opérée par Tito s'ensuivit; et un certain nombre d'écrivains et intellectuels s'exilèrent pour renforcer l'opposition croate en exil. C'était le vrai début de la décomposition de l'État fédéral yougoslave[116].

Ciliga, dans ce contexte, continua de plus belle ses activités de « rédacteur en chef », «responsable» et «conseiller politique» de ses revues. À partir de 1974, la revue tapée à la machine sur stencils devint une revue trimestrielle imprimée. Elle prit le nom de : «Au seuil de l'avenir » *(Na pragu sutrašnjice),* et dura jusqu'au début des années 80, semble-t-il. Cette revue du «rédacteur-éditeur Dr Ante Ciliga », avec d'autres nombreuses contributions, était plus marquée à droite. Elle se voulait pour un « dialogue sur les problèmes démocratiques, nationaux et sociaux de la lutte croate « et s'adressait au « public croate » de « la droite à la gauche ».

Jouissant d'une certaine notoriété de politicien social-démocrate croate, Ciliga tenta de se faire élire en 1975 au congrès-assemblée du Conseil national croate (HNV – *Hrvatsko Narodno Vijece*); en vain puisqu'il n'obtint que la moitié des voix nécessaires pour être élu[117]. Ce conseil, pro-occidental, installé aux USA, avait été fondé en 1974 rassemblant cependant de tout, des pro-Moscovites aux oustachi – pour tenter de contrôler politiquement le million et demi de Croates vivant en

[114] Cf. *Bilten HDSA* n° 37-38, 1965, p. 10. (Lettre à Branko Jelić .)

[115] Stephen CLISSOLD, *op. cit.*, p. 8. Aussi, *Hrvatska Revija*, *op. cit.,* p. 368. Les différentes revues de Ciliga sont aussi mentionnées (p. 358.)

[116] Cf. thèse de D.S. STEFANOVIĆ, *Les Origines de la crise croate de 1971*, E.H.S.S., Paris, juin 1979.

[117] *Na pragu sutrašnjice*, n° 5, décembre 1975, p.129-144.

dehors des frontières de la Yougoslavie, au nom de l'unité du « peuple croate émigré »[118].

Certes, Ciliga dans ses écrits, dès 1971, prévoyait la possibilité de la disparition de la Yougoslavie. (L'homme de la situation était, selon lui, Milovan Djilas.) Il soulignait le risque de la reconstitution d'un bloc serbe, après la disparition de Tito «avec annexion des régions mixtes à minorités serbes»; alors «il se produirait inévitablement des tensions dangereuses qui éclateraient en guerre civile, guerre de nationalités, guerre de religions». Si la Serbie restait la puissance dominante sans partage du pouvoir avec les autres bourgeoisies nationales, pourrions-nous ajouter, alors « on aboutira à la désagrégation de l'actuelle Yougoslavie, à une confédération partielle comprenant la Croatie et les autres républiques de la Yougoslavie centrale et occidentale qui voudront y adhérer, le Kosovo passant probablement à l'Albanie et la Macédoine à la Bulgarie. »[119]. Ce pronostic, on le sait maintenant, – à des détails près, puisque l'extension du conflit aux Balkans ne faisait que commencer – s'est pleinement vérifié dans les tueries perpétuées au nom de la nation croate, serbe, etc. Les oustachi de 1941 ont trouvé des successeurs à leur niveau dans les partis stalinien ou ex-stalinien, reconvertis dans le « capitalisme », qu'ils soient de Serbie, de Bosnie et de Croatie.

Une caractéristique psychologique et politique de Ciliga, dans son itinéraire de communiste jusqu'à celui de social-démocrate sera la recherche à tout prix du «front unique» de tous les partis politiques, l'entente commune au nom du pluralisme. Mais dans la dernière partie de sa vie, cela se réalisera sous le signe de la « nation croate ». Cela encore en 1979, au moment où le HNV – auquel Ciliga avait posé sa candidature – se trouvait en crise[120].

Plus tard, en 1980, Ciliga avec la mort du «chef » Tito, pouvait annoncer la fin de cette Yougoslavie, née en 1945. Mais c'était pour une fois de plus mettre en avant une solution nationaliste, la création d'un État croate, certes inséré dans une «Confédération de 6 États nationaux souverains »[121]. Une véritable confédération

---

[118] Stephen CLISSOLD, *op. cit.,* p. 17. Cela allait du HOP oustacha (Mouvement de libération croate) à des jeunes réfugiés du prétendu « printemps croate » de 1971, en passant par le HSS (parti paysan), le HRS (parti républicain), et les partis socialiste et communiste (kominformiste). Selon l'auteur, le HNV condamnait la violence terroriste, en fournissant aide morale et financière aux terroristes croates arrêtés.

[119] CILIGA, *Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito*, Denoël, Paris, 1974, p. 344. (En italien : *La crisi di stato della Jugoslavia di Tito*, ed. ODEP, Rome, 1972.)

[120]Cette recherche du « front unique » de tous les partis politiques croates de la droite à la gauche, on la trouve dans l'activité de Ciliga dans le HNV, où s'accentuaient les forts clivages entre oustachi, républicains, et socialistes. Dans le n° 13 (nov. 1979) de *Na pragu sutrašnjice*, p. 157-158, Ciliga demandait – face à la « crise actuelle du HNV », un pluralisme politique avec les «*vieux-nationalistes* », les « *jeunes-nationalistes* », les membres du parti paysan HSS, et les «*communistes croates d'orientation démocratique et nationale* ».

[121] CILIGA, *Izjava Petnaestovice. – Konac Titove Yugoslavije i zadati Hrvastske politike* (« Déclaration des 15. – La fin de la Yougoslavie de Tito et les tâches de la politique croate »), Lund (Suède), 10 juillet 1983 (brochure).

ou la séparation, tel était le programme du groupe de Ciliga, qui de toute façon mettait en avant, même dans une telle confédération, la nécessité d'édifier un État croate. Il est vrai que, pour une fois, Ciliga n'annexait plus (comme dans son bulletin des années 60) la Bosnie-Herzégovine à la Croatie...[122].

En fin de compte, toute la vie cachée de Ciliga, celle de l'underground de l'émigration croate, a été celle d'un patriote croate, marqué par toute une politique «frontiste», ayant rompu dans la pratique avec ses anciennes convictions communistes et internationalistes.

On peut parler à propos de Ciliga d'une figure de Janus à double face : nationaliste dans l'émigration croate et «mondialiste » dans ses interventions les plus publiques, mais aussi ses mémoires et interviews, dans la mesure où cela ne concernait pas la Croatie et la Yougoslavie.

Ainsi, depuis 1945, Ciliga affirmait-t-il que la découverte de l'énergie atomique, et la menace d'une troisième guerre mondiale mettent à l'ordre du jour « l'unification politique mondiale, l'organisation étatique planétaire ». Et il ajoutait : avec la naissance d'un « mouvement politique et social neuf, conscient et capable d'entreprendre les nouvelles tâches qui incombent au genre humain l'unification politique mondiale et la construction de la société socialiste planétaire », l'internationalisme est à l'ordre du jour. Mais il est vrai que c'était pour mieux affirmer la nécessité de nations : « les vieux comme les nouveaux États nationaux doivent constituer des unités de base, des cellules autonomes et égalitaires d'une nouvelle synthèse et d'une nouvelle unité mondiales et supranationales »[123].

Ces dernières citations, la vie même de Ciliga montrent toute l'ambiguïté (Janus) du personnage, dans sa jeunesse au temps des débats sur la question nationale croate, et depuis 1938-1940 jusqu'à sa mort, pensionné par le nouveau gouvernement croate, lorsqu'il revint à Zagreb après la proclamation de l'indépendance.

Beaucoup de militants et de non-militants, attachés à l'idéal internationaliste et partie prenante de la lutte d'une classe ouvrière, qu'on dit disparue, n'oublieront pas son témoignage oral – avec Marcel Body[124] – lors du colloque international sur Kronstadt de mars 1981 à Paris[125], où il était question de révolution internationale, de prolétariat, de lutte contre l'oppression de tous les États.

---

[122] Les premiers *Bilten HDSA*, en 1963-64, montrent une carte de l'Europe, sur la couverture du Bulletin, où la Croatie (indiquée en noir) englobe la Croatie *stricto sensu* agrandie de la Bosnie-Herzégovine, comme entre 1941 et 1945…

[123] CILIGA, Autobiographie, p. 20-21. Dans le même sens d'un appel à la communauté mondiale, on peut lire aussi dans son livre sur la Yougoslavie de Tito, *op. cit.*, p. 208 : « *L'internationalisme et l'universalisme sont la concrétisation de la solidarité humaine, base indispensable pour réaliser l'unification mondiale et la future société socialiste.* »

[124]Marcel BODY (1894-1984) a écrit un livre de témoignage sur la Russie bolchevique, avant qu'il ne retourne en France et devienne communiste oppositionnel, puis anarchiste et pacifiste : *Mes années de Russie. Un piano en bouleau de Carélie*, Hachette, Paris, 1981.

[125] Colloque international public [«1921-1981 : de Cronstadt à Gdansk, 60 ans de résistance au capitalisme d'État»] auquel interviendront notamment des intellectuels et syndicalistes dissidents

Surtout l'histoire du mouvement ouvrier, et même l'histoire tout court – précisément au moment où elle a montré la faillite sanglante de l'idéologie et de la réalité nationalitaires en Yougoslavie même – retiendra sans doute uniquement le témoignage capital d'un militant révolutionnaire au «pays du grand mensonge», témoignant de l'intransigeance d'une opposition ouvrière au capitalisme d'État stalinien.

C'est dans son livre *Au pays du grand mensonge* qu'est condensé le meilleur apport de cet ex-fils de petits paysans pauvres croates, surtout de ce fils de la Révolution internationale. Il avait cessé un instant de penser qu'il était Croate, pour être un homme sans patrie ni frontières étatiques, parmi d'autres êtres qui avaient rejeté tout patriotisme dans l'espoir tout à fait raisonnable d'une révolution planétaire salvatrice donnant naissance à l'homme-monde.

Janvier 1993

(Édition révisée, juillet 1998 et février 2013)

Ph. BOURRINET.

NOTA BENE. – Une partie des archives de Ciliga aurait dû être donnée – selon les vœux mêmes de Ciliga – à la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine) de Nanterre. (Information transmise à l'auteur de l'article début janvier 1993.). Elles se trouvent en fait à Zagreb à la Bibliothèque nationale et universitaire (*Nacionalna i sveucilišna knjižnica u Zagrebu*). Voir site web : http://www.nsk.hr/en/manuscripts-and-old-books-collection/ [Manuscripts and Old Books Collection, Monday-Friday: 9.00 – 14.30; tel.: 00385 1 616 4375; supervisor : Ivan Kosić, Ph.D., Head of the Collection]

d'URSS (Leonid Plioutch, Vladimir Borisov), Ante Ciliga et Marcel Body, l'historien Marc Ferro et Daniel Guérin, membre de l'Union des travailleurs communistes libertaires.

Articles de Ciliga publiés dans la *Révolution prolétarienne*

N° 217, 25 février 1936, « Un tableau de la répression stalinienne »;

N° 235, 25 novembre 1936, « La Révolution russe et les raisons de sa dégénérescence » (traduction russe : «Русская революция и причины ее вырождения», http://revbel.org/2012/11/ante-tsiliga-russkaya-revolyutsiya-i-prichiny-ee-vy-rozhdeniya/ (novembre 2012)

N° 238, 10 janvier 1937, «L'instruction judiciaire en URSS, comme je l'ai vue»;

N° 274, 10 juillet 1938, «Où va la Russie des Soviets?»;

N° 278, 10 septembre 1938, « L'insurrection de Kronstadt et la destinée de la Révolution russe » [traduction russe : «Кронштадтское восстание и судьба Русской революции», http://avtonom.org/news/kronshtadtskoe-vosstanie-i-sudba-russkoy-revolyucii, 2011]

- juin 1948, « De Mussolini à Gasperi»;
- novembre 1950, «Les Slaves du Sud déchirés entre l'Est et l'Ouest».

(Les *Cahiers du CERMTRI*, n° 46, septembre 1987, donnent les sommaires de tous les articles de la *Révolution prolétarienne* parus de 1925 à 1939.) Voir : http://www.trotsky.com.fr/

Pour avoir accès en ligne aux numéros de la revue de 1925 à 1939, voir le site Gallica (BNF) :

http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34387382s/date.r=r%C3%A9volution+prol%C3%A9tarienne.langFR

Articles de Ciliga publiés dans le *Messager socialiste* (Социалистический вестник), organe de l'opposition menchevik, Berlin, puis Paris

«Po sovetskim tjur'mam i ssylkam», n° 10 et 11, 27 mai et 11 juin 1936 («Dans les prisons et en déportation en URSS»);

«Čto-to gnilo v tsarstve Datskom», n° 16, 30 août 1936 («Il y a quelque chose de pourri au royaume du Danemark»);

«Sledstvie v SSSR, kak ja ego videl», n° 3, 11 février 1937 («L'instruction judiciaire en URSS comme je l'ai vue»);

«Pis'mo v redaktsiju; V redaktsiju «*Bjulletenja oppozitsii Bol'sevikov-Lenintsev*», n° 7/8, 27 avril 1937 («Lettre à la rédaction »; «À la rédaction du «*Bulletin de l'Opposition des Bolcheviks-Léninistes*»). Pour le Bulletin en russe de l'Opposition bolchevik-léniniste (trotskyste), voir : Бюллетень оппозиции (большевиков-ленинцев), 1929-1941, en accès libre sur le site américain Искра–Research : http://web.mit.edu/fjk/www/FI/BO/index.shtml.

«Po sovetskim izolatoram» («Dans les isolateurs soviétiques»), n° 11, 12 juin 1937.

(cf. André Liebich (dir.), *Tables de la revue russe «Le Messager socialiste» 1921-1963*, Institut d'études slaves, Paris, 1992.)